

Bulletin de la Société archéologique et historique de Tarn-et-Garonne, 1998

1936-1946.

Le PCF tarn-et-garonnais, de l'implantation à l'essor par Max LAGARRIGUE

Si cet article est réduit pour les nécessités de cette communication au seul département du Tarn-et-Garonne, il s'inscrit dans une recherche plus étendue. Il s'agit de soutenir un doctorat intitulé: « Le parti communiste de la France rurale des années trente aux années soixante (1930-1961) : l'exemple du Sud-ouest». Sud-ouest où figurent six départements : la Corrèze, la Dordogne, le Gers, le Lot, le Lot-et-Garonne et le Tarn-et-Garonne.

Ce dernier département comme chacun le sait n'a pas connu dans son histoire de véritable fièvre d'adhésion pour le communisme, à l'exception de la courte période qui inaugure la Libération de la France. Toutefois, l'implantation et les bases du Parti qui résistent le mieux dans la durée sont celles des zones rurales. Ce facteur a été trop longtemps négligé par l'historiographie pour des raisons qui sont pour le moins liées à la propagande et la représentation que le parti communiste entend donner de lui-même : c'est à dire le parti de la « classe ouvrière ». Il nous appartient donc de comprendre quelle fut l'ampleur et la légitimité de ce parti dans un département où les électeurs se sont rarement prononcés en défaveur de la gauche modérée.

De nos recherches bibliographiques, seuls quatre ouvrages de nature et d'intérêt divers abordent l'histoire du parti communiste tarn-et-garonnais. Il s'agit de la thèse de Dominique Porté, de Gérard Rocques, des mémoires du maquisard F.T.P.F. Cyrille Belloc et de l'ouvrage publié par la fédération communiste tarn-et-garonnaise.¹ Mis de côté la recherche de M. Rocques, ces trois productions se consacrent à l'étude exclusive de la Résistance. Ces ouvrages nous apprennent plus sur les constructions de la mémoire en tant qu'objet d'histoire que sur l'histoire proprement dite du parti communiste tarn-et-garonnais.

¹ D. PORTÉ Marcel Thourel, Itinéraire d'un cadre communiste, Doctorat de 3ecycle, U.T.M., 1979, 3 volumes R. GÉRARD L'implantation de la gauche dans l'entre-deux-guerres, maîtrise, U.T.M., 1975 ; C. BELLOC Verdun dans la Résistance, mémoires inédits dactylographiés Verdun-sur-Garonne, 1983 22 p. ; M. MAURIÈRES (Sous la direction), Le Parti communiste français dans la Résistance en Tarn-et-Garonne, Montauban, Les Nouvelles du Tarn-et-Garonne, 1985, 235 p.

A travers ces différents ouvrages abordant des problématiques distinctes, il nous a semblé qu'un vide restait à combler dans la construction de l'histoire du parti communiste tarn-et-garonnais.² Si ce travail appelle à beaucoup de modestie, nous essayerons tout de même de mettre en relief une histoire du parti communiste tarn-et-garonnais avec une problématique plus large, une périodisation très stricte.

Le découpage chronologique que nous proposons pour cette communication doit être expliqué brièvement. Notre recherche a été réalisée sur une période plus longue que celle que nous proposons pour cette communication. De 1920, date du congrès de scission de la S.F.I.O. qui donne naissance à la section française de l'Internationale communiste (S.F.I.C.), à 1947. 1936-1946, nous est apparu une périodisation plus significative pour une synthèse qui met en valeur l'état de ce parti avant et après le conflit. La guerre jouant un rôle majeur dans son développement.

Notre communication se découpera selon la trilogie suivante:

I. Après avoir brièvement rappelé l'état de la fédération durant le Rassemblement populaire, nous donnerons un aperçu du parti communiste dans l'échiquier politique départemental.

II. Nous nous attarderons sur les événements tragiques qui succèdent à l'euphorie de l'été 36. Nous intitulerons cette partie: De la résistance à la Résistance (août 1939-août 1944).

III. A partir du triptyque: Libération, épuration, reconstruction ; nous tenterons de montrer la nouvelle force que constitue le PCF au lendemain de la guerre.

UNE RÉGION DÉCRÉPITE

Dans l'un des fiefs du parti radical et radical-socialiste, le parti communiste tarn-et-garonnais reste modeste. Ses effectifs au plus fort de l'entre-deux-guerres ne dépassent guère les 500 adhérents.³ La fédération peut être même considérée à l'état de groupuscule durant la période qui précède le Front Populaire. Intégré dans la région «*Garonne*» qui regroupe l'Ariège, la Haute-Garonne, le bassin de Decazeville, le Tarn et le Tarn-et-Garonne, ce dernier est le parent pauvre de cette organisation.

Si l'on en suit les rapports émis par les services préfectoraux, l'activité du parti communiste est concentrée principalement dans 4 communes : à Lamagistère, à Montauban, à Verdun-sur-Garonne et aux frontières Est du département à

² Max LAGARRIGUES Histoire du parti communiste français tarn-et-garonnais de la scission à l'essor (1920-1947), mémoire de Maîtrise, U.T.M., 1996, 2 volumes, 218 p. et 155 p. (disponible aux Archives départementales et à la bibliothèque municipale de Montauban); on peut consulter notre abstract dans la revue du MIRHEC96, Toulouse, université Toulouse Le Mirail, pp. 143-146.

³ .Se reporter à notre graphique des effectifs.

Laguépie.⁴ Tout au plus une centaine de militants-sympathisants dont l'activité demeure isolée. Les rapports des délégués du Comité Central de passage dans le rayon corroborent ce fait.⁵ Un rapport de janvier 1930 confirme que le «*rayon tarn-et-garonnais n'existe plus comme organisme*». Le bureau régional en siège à Toulouse prend dans cette situation «*la direction du rayon*». L'organisation syndicale unitaire, c'est-à-dire d'obédience communiste, n'est pas plus brillante, elle est qualifiée de «*squelettique* ». Les quelques militants restants «*se bornent à la perception des cotisations* » selon les propres termes du délégué du Comité Central.⁶

Durant toutes les années 30, deux invariants reviennent inlassablement sous la plume des missi dominici du Comité Central pour expliquer l'atonie du rayon tarn-et-garonnais.⁷

Les problèmes «*d'organisation* » sont au premier rang des griefs. La principale cause relevée dans les rapports est l'absence de cadres. Le secrétaire du rayon se retrouve souvent isolé devant l'inertie des militants. Cette insuffisance d'encadrement reste un trait majeur durant tout l'entre-deux-guerres. Le délégué du Comité Central en tournée dans la fédération en octobre 1936 décrit ainsi son parti: «*il y a dans ce département un manque de cadres et partant de là une organisation a peu près nulle* ». La direction est délaissée à un seul «camarade», il s'agit de Roger Pédurand.⁸ Celui-ci cumule les différents postes de la fédération, du secrétariat à la «*trésorerie* » et le «*travail pratique*». Issu des jeunesses communistes, Roger Pédurand est un très jeune secrétaire puisqu'il a à peine 23 ans en 1936. Ceci ne fait que confirmer l'absence de militants aguerris susceptibles d'organiser la fédération. C'est ce qui fait déclarer au délégué Colin

⁴ . C'est l'une des rares communes où la municipalité est tenue par un communiste, Léon Mercadier. Ce dernier délégué de la fédération socialiste au congrès de Strasbourg en février 1920, se rallie au parti communiste après le congrès de Tours. Commerçant fortuné, il est une figure atypique dans le microcosme communiste du département. Malgré sa démission en 1932, il continue à exercer son mandat jusqu'à sa radiation en 1940 sous l'étiquette de communiste indépendant.

⁵ . Le rayon, expression empruntée au russe «*raïon* » remplace le terme de section entre 1925-34 et celui de région remplace l'expression de fédération, vocabulaire qui entend rompre avec celui des socialistes lors de la phase dite de Bolchevisation du Parti.

⁶ . Archives de la Bibliothèque Marxiste de Paris (ABMP), Bobine49, Rapport annuel du bureau régional 11-12/01/1930.

⁷ . Nous renvoyons pour une dimension à l'échelle régionale des rapports du centre avec ses périphéries à notre article intitulé «*Le P.C.F. dans le Sud-Ouest Centre et périphérie*», Communisme, Paris, Éditions de L'Age d'Homme, n°51-52, 1998, pp. 29-58.

⁸ Né le 22/10/1913 à Montauban, R. Pédurand exerce la profession de cordonnier. Dès 1932, il exerce les fonctions de trésorier du rayon. Poliomyélitique, il parvient malgré cet handicap à se faire remarquer par son dynamisme. Il est autorisé à suivre une école de cadre du Parti à Paris. Il est alors réclamé sur demande de Louis Aurin à venir travailler à l'UD-CGT d'Agen.

dans son rapport que «chaque cellule se débrouille comme elle peut et en pratique les sections ne fonctionnent pas, elles n'existent que sur le papier ».⁹

L'isolement et la «*faiblesse politique*» des cellules, délaissées par la direction, engendrent des situations quelque peu cocasses. Le délégué Colin signale : « à Castelsarrasin où nous avons une cellule d'entreprise, la cellule avait décidé une délégation auprès du patron pour exiger le renvoi des ouvriers non syndiqués ».¹⁰

La cellule en question n'est autre que celle constituée la même année à l'usine française des métaux de Castelsarrasin. La formation tardive de cette cellule dans la seule usine d'envergure du département confirme la faiblesse du mouvement ouvrier tarn-et-garonnais.

La situation de l'organisation est inchangée et ce, même après l'euphorie certes modeste du Front Populaire. Le récit de tournée du délégué suivant abonde dans le sens de ses prédécesseurs. Il déclare en 1938 : « la région est mauvaise, très faible tant comme direction qu'en tant qu'effectifs. La direction régionale n'existe pas en fait. Elle est confiée dans les seules mains du secrétaire qui a beaucoup de bonne volonté, qui se dévoue pour le parti mais à qui il manque de savoir travailler et surtout de faire travailler les autres »¹¹. Il ne s'agit plus de Roger Pédurand qui est promu à des fonctions syndicales à l'UDCGT d'Agen mais de Pierre Couchet qui exerce la profession de chirurgien-dentiste à Montauban.¹²

Les *missi dominici* se plaignent également du « *sectarisme* » des militants de la fédération. Cette épithète recouvre plusieurs significations selon les périodes. Le vocable communiste est double. Sa traduction et son interprétation sont fortement dépendantes de la ligne du Parti. D'une manière simplifiée, on peut admettre que lorsque le PCF est engagé dans une coalition de Gauche, à l'exemple du Front Populaire, la phraséologie du Parti renvoie à la notion ordinaire du sectarisme, c'est-à-dire à l'idée d'étroitesse, d'intolérance. Un

⁹ ABMP, bobine 796, 15/10/1936.

¹⁰ ABMP, . cit.

¹¹ ABMP, bobine 846, rapport de tournée en Tarn-et-Garonne du 16 au 30/10/1938, p. 4.

¹² Né le 06/08/1911 à Firmi dans le bassin houiller aveyronnais, Pierre Couchet est issu d'une famille aux traditions socialistes et républicaines. Son père, instituteur socialiste, est pour beaucoup dans son engagement politique. Après avoir obtenu son brevet supérieur il obtient le diplôme de chirurgien-dentiste à Bordeaux. Durant ces années étudiantes, il milite dans les Jeunesses socialistes. Ce n'est que lorsqu'il s'installe à Montauban pour exercer sa profession, qu'il donne son adhésion au P.C.F. en 1934. A la faveur du départ de Pédurand, il prend la direction de la fédération en 1938. Arrêté le 03/09/1939, il est libéré en appel en décembre. Le 08/01/1941, il entre dans la clandestinité après avoir été condamné par contumace à 20 ans de travaux forcés. Il rejoint le maquis de Saint-Antonin dans le courant de l'été 1943. Il organise par la suite la direction du F.N.L.N. dans le Gers. A la Libération, il est exclu du P.C.F. pour avoir "renié" le Parti lors de son procès en 1939. Après un moment de silence, il reprend son engagement politique en 1953 dans l'organisation de la Nouvelle gauche, de l'U.G.S. puis du P.S.U. En 1956, il participe à l'animation de la Vaillante Olympique, à la création d'un cercle de bibliothèque populaire et sociale jusqu'à son décès en 1965.

exemple marquant de ce sectarisme est rapporté dans *le Républicain du Tarn-et-Garonne* à l'occasion des manifestations organisées pour le 14 juillet 1935. Le chroniqueur du *Républicain* regrette qu'à Montauban le « *drapeau tricolore, celui de Valmy, ne flottait pas à côté du drapeau rouge* » que « *la Marseillaise, celle du 10 août, ne sonnait pas en même temps que l'Internationale. On n'entendait pas retentir à la fois les deux grands cris historiques : Vive la nation! et vive la Révolution !* ». ¹³ Si la participation des communistes à ces manifestations, qui entendent marquer la victoire électorale du Rassemblement populaire aux élections municipales du mois de mai, témoigne d'une réintégration des valeurs patriotiques et des principes de la Révolution française dans l'identité du PCF, on assiste à une assimilation de façade. ¹⁴ Les résistances des militants locaux à l'assimilation des tendances cocardières qu'inocule la nouvelle ligne thorézienne, relève d'une double exigence. D'une part, un rejet de la confusion du PCF, parti de la lutte des classes avec le « *parti rouge* », c'est-à-dire le parti « *en guerre* » contre le Clergé de type radical-socialiste. La commune de Castelsarrasin se distingue en ce sens sauf qu'il s'agit ici de la mairie tenue par le radical socialiste Joseph Flamens qui s'abstient d'organiser cette manifestation en faveur du Rassemblement populaire. Force est de constater que le refus de la confusion existe également pour certains éléments radicaux. D'autre part, les résistances des militants aux valeurs nationales témoignent de l'existence de symboles et de traditions internes au mouvement communiste. Le refus du drapeau tricolore ou de l'hymne national indique la réussite de la Bolchevisation du Parti. Celle-ci a transposé l'histoire nationale des militants français sur celle de l'URSS. De là naît la difficulté pour les militants d'intégrer des symboles qu'ils ont refoulés et combattus comme étant ceux de la Droite.

Dans les périodes d'isolement classiste le vocable s'inverse, prenant un sens contraire à la définition de l'expression sectaire. La qualification de « sectaire » signifie pour le Parti que ses militants ne sont pas suffisamment sectaires; dans le sens où les adhérents émettent des desiderata quant à l'application complète des directives « ultra-gauchistes » du Parti.

Cette brève description de l'organisation et des comportements de la fédération démontre que le Front Populaire ne répond pas pleinement aux souhaits des militants qui rechignent à son organisation. La nouvelle ligne n'est d'ailleurs que d'une maigre incidence sur les effectifs qui tendent dès la fin de l'année 1937 à revenir à ceux de 1934. On passe de 500 adhérents en 1937 à 325 en 1938 et à 250 au début de l'année 1939. Ce sont près de la moitié des adhérents qui

¹³ Le Républicain du Tarn-et-Garonne, 20/07/1935.

¹⁴ Cette résistance est signalée dans les rapports des délégués du C.C. dans les 5 autres départements que nous étudions. Nous nous permettons de renvoyer à la publication de notre communication au Colloque organisé à Agen le 18-19/10/1997 intitulée: « Un communisme rural? L'exemple lot-et-garonnais durant les années 30 », Toulouse, Éditions Les Amis du vieux Nérac, 1998, pp. 127-145.

disparaissent. Ainsi les nouveaux adhérents tarn-et-garonnais de l'été 1936-1937 sont à peine restés un peu plus d'une année dans les rangs du parti communiste. Au niveau électoral, le programme de Rassemblement populaire prévoit un accord entre les trois partis de la Gauche: les radicaux, les socialistes et les communistes.

Cette alliance n'est pas neuve pour les radicaux et les socialistes qui se sont déjà unis lors du Cartel des gauches en 1924. Si le programme du Rassemblement populaire est pour les uns une entente élargie de la plate-forme politique du Cartel aux communistes ou pour les autres une application de la discipline républicaine pour « *barrer la route au fascisme* », dans la pratique le retrait en faveur d'un candidat que l'on a considéré, parfois plusieurs années, comme un ennemi politique s'avère plus complexe. Le veto systématique des radicaux contre les communistes n'est pas étranger également à l'influence exercée par les frères Sarraut dont l'anticommunisme est notoire.

Les élections législatives de mai 1936 dans le Tarn-et-Garonne témoignent de cette difficulté. Les communistes, disciplinés, se désistent tous au second tour en faveur des candidats radicaux. Toutefois, ces désistements se font dans la douleur.

Le secrétaire, Roger Pédurand, dans un article publié entre les deux tours dans la *Dépêche de Toulouse*, manifeste son désarroi devant l'obligation qui est faite aux candidats communistes de se désister pour des candidats radicaux, hostiles au Front Populaire ; il déclare :

*« Considérant que le citoyen Daille qui a soutenu jusqu'au bout le cabinet Laval s'était placé ainsi en dehors du Front Populaire [.] nous avons déclaré que nous ferions tout pour que le citoyen Daille ne soit plus le candidat du Front Populaire au second tour [.] Ce n'est pas sans un haut-le-cœur que les communistes voteront pour le citoyen Daille mais nous ne voulons pas faillir aux engagements pris par nos camarades Cachin et Thorez ».*¹⁵

Se réfugiant derrière les slogans antifascistes, le secrétaire appelle les électeurs communistes à reporter leurs suffrages sur les candidats radicaux pour lutter contre la « réaction » du marquis de Boulancy d'Escayrac Lauture et un candidat déclaré comme appartenant à « *la ligue des jeunes patriotes* », le nommé Augarde qui se présente comme un radical indépendant. L'obéissance à la hiérarchie du Parti reste ainsi une valeur unanimement respectée par tous les militants, le « *parti ayant toujours raison* ».

Le tableau ci-dessous montre la progression sensible de l'électorat communiste par rapport aux élections identiques de 1928 et 1932.

¹⁵ 15. Max LAGARRIGUES Histoire du parti communiste français tarn-et-garonnais de la scission à l'essor (1920-1947), op. cit., p. 277, volume II et La Dépêche de Toulouse, le 02/05/1936.

La politique de Rassemblement populaire élargit modestement l'électorat communiste comme le démontre notre carte. Le parti communiste à travers les deux pôles qui l'animent, rassemblement populaire et anti-fascisme, se met en valeur. Il apparaît dans cette campagne électorale comme le parti de l'unité républicaine contre le fascisme.

Si la force morale et idéologique du parti communiste est renforcée, les trois candidats ne parviennent pas réellement à percer dans le jeu électoral local. Ne doit-on pas y déceler une atonie de la population rurale vis à vis du Front Populaire ? La victoire de deux candidats radicaux, oubliant les accords nationaux du Front Populaire, est un parfait exemple de la continuité de l'électorat paysan.

Dans la circonscription de Montauban le second tour laisse place à un combat essentiellement entre radicaux. Seul Marcel Guerret, qui écrase massivement le candidat de l'U.R.D. dans la circonscription de Castelsarrasin, constitue en soi un changement limité.¹⁶ L'élection d'un socialiste n'a rien de surprenant dans cette circonscription où de 1924 à 1932, grâce au Cartel, la S.F.I.O. préserve un siège. La vision idéalisante d'un vote ouvrier massivement reporté sur le candidat Guerret met sous silence les éléments qui permettent la victoire socialiste. La discorde entre les candidats de la droite dans la circonscription joue pour beaucoup. Marcel Guerret au premier tour bénéficie de cette désunion de l'U.R.D. qui présente deux candidats. Le désistement au second tour du candidat radical socialiste sortant lui offre une victoire aisée face au candidat de l'U.R.D.

Les élections du Front Populaire, mis de côté les prismes exagérateurs et idéalisés, n'engendrent aucune rupture dans le paysage politique départemental. L'électorat manifeste une certaine passivité plus proche de l'attentisme que d'un refus catégorique. L'absence de grands mouvements de revendications dans le département conforte notre postulat. Les ouvriers à demi-paysans manifestent leur mécontentement à partir du moment où ils sentent que leur engagement est assuré d'une victoire. Le gros des grèves, peu nombreuses et peu étendues, se déclare entre la fin juin et la mi-juillet.¹⁷ Qui plus est, nombre de revendications s'effectuent sans grève. Le mois de juillet voit son cortège de cahiers de revendications et de contrats d'entreprise approuvés par un patronat contraint d'accepter des concessions qui restent limitées. Deux faits étoffent nos propos. D'une part, les ouvriers de l'usine française des métaux de Castelsarrasin ne se manifestent à aucun moment. Ils bénéficient d'accords nationaux, octroyant en

¹⁶ Instituteur socialiste et secrétaire-adjoint de la C.G.T., M. Guerret seul député favorable au Front Populaire vote néanmoins les pleins pouvoirs au maréchal Pétain le 10/07/1940. Lors de la visite du Maréchal le 06/11/1940 à Montauban, il signe un éditorial dans le Républicain de Tarn-et-Garonne. Véritable mea culpa, il renvoie les torts sur les hommes de la IIIe République.

A la Libération, il est exclu du parti socialiste. Réintégré en 1947, il participe au comité pour la mise hors la loi de la bombe atomique au côté de P. Couchet.

¹⁷ Le premier conflit survient le 7 juin à Laguépie dans une usine de chaussures.

moyenne une hausse de 17% des salaires, sans jamais avoir rien revendiqué.¹⁸ D'autre part, les cheminots «avant-garde » des mouvements de grèves de mai 1920 se déclarent solidaires «*des corporations en lutte* » sans aucune autre action. L'UD-CGT réunifiée ne manque pas de lancer de vives critiques à l'encontre de ces cheminots qui «*accomplissent une seconde journée de travail* » grâce aux 21 jours de congés payés dont ils bénéficient.¹⁹

Le Front Populaire en Tarn-et-Garonne est donc marqué par la discrétion du mouvement social et la continuité de traditions électorales d'une population peu encline à l'effervescence urbaine. Quelques signes nouveaux sont tout de même observables. L'émancipation des loisirs et de la culture à partir du Front Populaire sont visibles particulièrement à Montauban. De nombreux clubs sportifs affiliés à la F.S.G.T. naissent dans les quatre coins du département. Les noms de ces organisations évoquent à eux seuls leurs affinités politiques tels les clubs « *Jules Guesde* » à Castelsarrasin, le « *Lys rouge* » à Moissac ou encore « *Jean Jaurès* » à Montauban. Marcel Guiche, membre du club Jules Guesde et des jeunesses communistes nous a souligné dans un entretien à la fois le caractère ludique et politique de ces organisations.²⁰ C'est à partir d'un club de football ou de rugby que nombre de jeunes côtoyant les jeunesses communistes sont sensibilisés petit à petit aux idées du Parti. La jeunesse développe également des activités culturelles notamment à travers l'Union fédérale des étudiants (U.F.E.). Une section montalbanaise est constituée en juin 1936 et diffuse le journal «*Aujourd'hui*» qui entend défendre la culture auprès des jeunes.²¹ Dans un témoignage, Lucien Bonnafé, membre des jeunesses communistes, affirme que «*cette organisation était le principal instrument du Parti en direction des lycées, des collèges, et des écoles normales d'instituteurs* ». ²²

La culture du Front Populaire se manifeste également dans deux événements essentiellement montalbanais. D'une part, la célébration du centenaire de la naissance de l'écrivain révolutionnaire Léon Cladel. Le romancier-peintre des paysans et paysages du Quercy est célébré lors d'une grande fête au mois de juin 1935.²³ D'autre part, suite à une commande de la CGT pour marquer l'inauguration prochaine de la Maison du peuple un tableau du peintre Lucien

¹⁸ Cf. Patrice GARÉSIO Le mouvement syndical en Tarn-et-Garonne de 1904 à 1947, maîtrise, UTM, 1997, pp. 97-100 ; Jean-Paul DAMAGGIO 1936-1996, le bonheur reste dans les luttes,

¹⁹ La Dépêche de Toulouse.10/07/1936.

²⁰ Entretien du 19/10/1995.

²¹ 21. La Dépêche de Toulouse, 15/05/1936.

²² 22. Archives Marcel Maurières, lettre de Lucien Bonnafé du 14/01/1981.

²³ Un buste de Cladel réalisé par Antoine Bourdelle est mis sur sa demande devant la préfecture en 1894.

Cadène est inauguré dans l'entrée du bâtiment. Celui-ci s'intitule « *Pique-nique au moulin d'Ardus* » ; il est visible aujourd'hui au musée Ingres.²⁴

Si les élections du Front Populaire ne révèlent pas un changement dans l'attitude de la population, la guerre civile espagnole suscite un intérêt considérable. Le défilé quotidien d'environ un millier de personnes devant les locaux de la **Dépêche de Toulouse** à Montauban témoigne des angoisses et de l'intérêt que la population porte aux événements espagnols. Les communistes s'affirment rapidement comme les instigateurs d'une solidarité active au « *peuple espagnol* ». ²⁵ Secours rouge international, groupes de jeunes antifascistes, comité du Front Populaire de Tarn-et-Garonne, parti communiste, UD-CGT tour à tour préparent meetings et conférences d'informations pour accroître la sensibilité de la population locale au problème espagnol tout en collectant des vivres pour les Républicains. ²⁶ La solidarité de la population est réelle et s'étend en septembre 1936 lorsque « *530 réfugiés espagnols d'Irun arrivent à Montauban* ». ²⁷ C'est au même moment que le gouvernement du Front Populaire s'ancre dans une politique de non-intervention. Dès lors, la fragile unité politique du Front Populaire se disloque. Le comité de Front Populaire tarn-et-garonnais, où sont réunies les trois tendances de la Gauche, se prononce pourtant dans le courant du mois de juillet en faveur des Républicains et organise une souscription pour « *secourir le peuple espagnol* ». ²⁸ Les tensions entre radicaux, hostiles à une action directe en Espagne, et communistes sont particulièrement visibles dans le mouvement de Rassemblement universel pour la Paix (R.U.P.). Cette organisation internationale présidée par Lord Robert Cécil et le ministre radical Pierre Cot est dans le département sous le contrôle du radical Irénée Bonnafous, la vice-présidence est aux mains de Mme Artis, institutrice socialiste de la C.G.T. et de Roger Pédurand. La pression du parti communiste pour organiser des actions de solidarité au nom du comité de Front Populaire est à chaque fois repoussée par Irénée Bonnafous. Celui-ci jugeant, au nom du parti radical, « *intempestif, en ce moment, de se livrer à une agitation constante de l'opinion publique* ». ²⁹

Les socialistes, quant à eux, sont divisés entre le désir fraternel de solidarité aux républicains espagnols et le respect des choix du gouvernement de Léon Blum.

24 Né à Montauban en 1887, Cadène est un élève d'Henri Marre. Privé d'une jambe après avoir combattu dans les tranchées, il reste dès lors dans sa ville natale où il exerce le professorat de dessin.

25 La Dépêche de Toulouse, 21/08/1936 et l'Indépendant du Tarn-et-Garonne, du 08/08/1936.

26 De juillet 1936 à 1938, la Dépêche de Toulouse et l'Indépendant rapportent dans de nombreux articles les rassemblements du S.R.I. qui structure et organise l'aide en faveur de l'Espagne républicaine.

27 La Dépêche de Toulouse, du 04/09/1936 (230 d'entre-eux sont dirigés sur le département du Lot).

28 La Dépêche de Toulouse, 31/07/1936.

29 L'Indépendant de Tarn-et-Garonne, du 17/10/1936.

Les jeunesses socialistes,³⁰ plus hardies dans la lutte antifasciste, déclarent «*nous protestons contre la politique de non-intervention du gouvernement [..], qui la respecte loyalement alors que les pays fascistes ravitaillent ouvertement les insurgés* ». Nous réclamons «*que le gouvernement reprenne immédiatement son entière liberté d'action si des pays signataires ne respectent pas le pacte de neutralité* ».³¹ Le contentieux espagnol divise les militants socialistes ce qui n'est pas moins favorable au PCF. Celui-ci continue de diriger des débats et organise des actions de solidarité malgré la politique de non-intervention. La fédération concentre dès lors une partie de sa propagande sur la jeunesse plus pénétrée par le péril fasciste. Les visites à répétition du secrétaire régional des jeunesses communistes, Jean Marcenac, dans le département en témoignent. La J.C., forte du soutien de l'organisation du Parti se présente plus offensive. Elle organise la projection du film de Jean Renoir «*la vie est à nous* », des conférences-débats avec des étudiants sur les dangers du fascisme.³² Les jeunes militants favorisent les vocations à l'engagement. Dès novembre 1936, *l'Indépendant de Tarn-et-Garonne* annonce le décès sur le front d'Huesca d'un jeune ouvrier tarn-et-garonnais, Maurice Rajaud, engagé dans les milices espagnoles.³³ L'aventure hispanique incite nombre de jeunes tarn-et-garonnais à s'enrôler dans les brigades internationales. L'exemple du jeune Léon Marcon parti en laissant juste une lettre à ses parents, pour rejoindre la 27e Brigade internationale dans les Asturies, caractérise cette dynamique antifasciste.³⁴ Les jeunes découvrent en Espagne un idéal de vie, une aventure humaine où leur destin hasardeux croise parfois la mort.³⁵

Toute la politique du Parti s'affirme dans cette lutte qui devient un paradigme du combat antifasciste. C'est ce que tend à démontrer le Parti lorsqu'il affirme que «*sauver l'Espagne républicaine, c'est sauver la France*».³⁶ De fait, les slogans belliqueux du P.C. «*des canons, des avions pour l'Espagne*» ne restent pas sans effet sur nombre de jeunes socialistes perturbés par l'attitude dilatoire de certains dirigeants socialistes. Pour un certain nombre, c'est le moment de la rupture pour une adhésion au PCF. A l'exemple de Marcel Guiche, militant des

³⁰ Il s'agit de la section montalbanaise.

³¹ La Dépêche de Toulouse, 20/09/1936.

³² La Dépêche de Toulouse, du 18/04/1937. L'une d'entre-elles est intitulée «*les intellectuels et l'action*».

³³ Le journal titre «*un Caylusien engagé dans les milices espagnoles a été tué Maurice Rajaud (âgé de 25 ans).* »

³⁴ Entretien enregistré le 26/03/1996. Léo Marcon a probablement été recruté sur les soins de Pierre Couchet qui organisait les départs pour la XXVIIe Brigade. Marcon fait le déplacement pour rien, arrivé trop tard, il rentre en France devant la dissolution des Brigades internationales (*L'indépendant de Tarn-et-Garonne*, 14/11/1936).

³⁵ Garrigues Emile, membre du P.C., Tissède, membre du S.R.I., Garcia tous tués sur le front d'Huesca.

³⁶ *L'Indépendant de Tarn-et-Garonne*, du 22/08/1936

jeunesses SFIO, qui déchire publiquement sa carte lors du compte rendu de mandat du député socialiste Marcel Guerret et porte son adhésion aux jeunes communistes. Le parlementaire s'étant déclaré hostile à « une République soviétique de l'autre côté des Pyrénées ».

L'antifascisme, l'engagement direct contre les forces franquistes, le refus des accords de Munich constituent autant d'éléments qui renforcent l'audience des communistes dans les rangs socialistes et dans la population locale. Plusieurs éléments nous le démontrent. La courbe des effectifs du Parti continue de progresser en 1936. La première fête fédérale du P.C.³⁷ le 17 juillet 1937, enregistre une participation record avec 4.000 personnes. Enfin, l'UD-CGT réunifiée en mars 1936 manifeste massivement lors du 1er mai 1937 dans les avenues montalbanaises.³⁸

L'Espagne est donc au cœur d'un processus qui se révèle favorable au Parti, les dissentiments socialistes y sont pour beaucoup, mais cette guerre crée également un sentiment d'angoisse opportun à une résurgence de l'anticommunisme.

DE LA « RÉSISTANCE » À LA RÉSISTANCE (AOÛT 1939-AOÛT 1944)

Période trouble et véritable «*imbroglio idéologique*», les pactes germano soviétiques exacerbent cet anticommunisme.³⁹ Suite à ces accords, de nombreuses sanctions sont prises contre la presse communiste, le Parti et ses militants. A la suite d'une diffusion de tracts communistes qui justifient ces accords, la police montalbanaise interpelle les trois responsables de la fédération.⁴⁰ Couchet est condamné à trois ans de prison et à 1.000 francs d'amende, Matayron à deux ans d'incarcération et Gasc obtient le sursis. En appel au tribunal correctionnel de Toulouse, Couchet et Matayron obtiennent le sursis et sont libérés dans le courant du mois de décembre 1939⁴¹.

³⁷ La structure communiste en Tarn-et-Garonne acquiert le statut de fédération sous le nom de « région » en autonome 1936. Elle est, entre 1934 et 1936, jumelée au Lot sous le nom de « région Quercy ».

³⁸ 38. L'UD-CGT réunie, rassemble au dire de l'Indépendant 5.000 adhérents et le 1er mai 1937 réunit 2.000 manifestants à Montauban (08/05/1937).

³⁹ Les ouvrages les plus récents sur ce thème Yves SANTAMARIA 1939, le pacte germano-soviétique, Complexe, 141p., Annie KRIEGELS, Stéphane COURTOIS Eugén Fried, Paris, Seuil, 1997, pp. 319-336. Nicolas WERTH, « L'empire des camps », in Le livre noir du communisme, Paris Laffont, 1997, pp. 233-237.

⁴⁰ Pierre Couchet, secrétaire fédéral, Raymond Matayron, secrétaire adjoint du Parti et de l'UDCGT, et Marcel Gasc, trésorier.

⁴¹ Secrétaire adjoint du P.C. et de la C.G.T., R. Matayron représente le Parti aux élections législatives de 1936. A la Libération, il est nommé secrétaire de l'UD-CGT et trésorier fédéral du Parti. Il est exclu en 1949 pour des raisons identiques à celles de Pierre Couchet et Marcel Thourel.

Parallèlement à ces arrestations de nombreux exilés antifascistes trouvent un temps refuge dans la ville de Montauban. Plusieurs groupes se réunissent par nationalités et sensibilités politiques. Une alternative se pose aux militants germanophones et hispaniques, un nouvel exil pour l'Amérique ou la reconstitution des organisations dissoutes après la débâcle. Les départs pour l'étranger sont d'une extrême complexité et fort restreints. En outre, certaines directives du parti communiste allemand et autrichien laissent entendre que le retour au pays est envisageable depuis les pactes germano-soviétiques. Le témoignage de M. X lors d'un procès-verbal à l'origine du démantèlement du parti communiste autrichien à Montauban éclaire sur l'état d'esprit et l'aveuglement de certains cadres communistes: «j'ai été en mauvais rapport avec le parti communiste depuis août 1940 car l'une des résolutions prises au trianon fut le retour des communistes allemands en Allemagne et non au Mexique. Les communistes allemands faisaient circuler le mot d'ordre que le retour des communistes était sans danger en Allemagne, depuis le pacte ». ⁴² Le groupe d'austro-allemands « stalinien » témoigne par son attitude de la réelle perception des Pactes par les communistes. Loin d'être un accord pour « gagner du temps » sur Hitler, les communistes germanophones interprètent cette convention comme une véritable alliance entre les deux nations. Ils pensent que les nazis vont avoir une attitude amicale envers eux. Le parti communiste espagnol en exil, dont une fraction réside à Montauban, a une attitude un peu similaire. Le commissaire spécial annonce par l'un de ses informateurs « *que des instructions auraient été transmises aux ex-militants communistes espagnols sur le point d'émigrer au Mexique, de rester en France [...] environ 200 espagnols ne seraient donc pas partis par bateau (dont Cardero Bel qui séjournait à Moissac, ex-député socialiste, ami de Largo Caballero). Un nommé Guersindo Monserat Mesa aurait apporté les nouvelles instructions au chef de cellule du P.C.E.: l'interdiction pour les militants d'émigrer et de réaliser une collaboration étroite avec le P.C.F. »*. ⁴³

Parallèlement aux groupes du parti communiste austro-allemand, d'autres organisations communistes se reconstituent à Montauban. La présence d'Albert Alejandrino n'est pas étrangère à la reconstitution du parti communiste espagnol dans le camp de Judes à Septfonds ou à la ligue des mutilés. ⁴⁴ Si les autorités

⁴² Archives Départementales du Tarn-et-Garonne(ADTG), renseignements généraux (R.G.), 5W19, 09/04/1941.

⁴³ ADTG,R.G.,5W18, 15/04/1942.

⁴⁴ ADTG, R.G.,5W18. Né le 04/07/1891 à Porto, Dos Santos Alejandrino participe aux combats des tranchées de 1914-18 dans la Légion étrangère, quitte définitivement le Portugal en juillet 1939 du fait de son appartenance au parti démocratique de la Gauche républicaine. Lieutenant colonel dans l'armée républicaine espagnole, il devient le chef des formations militaires du P.S.U.E. (parti socialiste unifié de Catalogne) devenu parti communiste catalan.

républicaines tolèrent ces regroupements, l'État français met toutes les structures policières et judiciaires en alerte pour les démanteler. D'une terre promise, Montauban se transforme dès lors en une véritable souricière pour tous les réfugiés, menant ou non une activité depuis les décrets-lois du 26 septembre 1939 et Sérol.

De nombreux groupes communistes de nationalités diverses se reconstituent en un véritable réseau clandestin à Montauban. Depuis septembre 1940, l'organisation du P.C.E.⁴⁵ a créé dans chaque résidence et refuge espagnol des cellules.⁴⁶ Les compagnies de travailleurs étrangers et le camp de Judes ont également organisé leur structure. Il en est de même pour les autres nationalités. Les réseaux espagnols et austro-allemands sont pourtant rapidement réduits à néant par la police française. Les dissensions internes sur la ligne à tenir avec le P.C.F. ou entre anarchistes et communistes espagnols s'aggravent au point que certains d'entre-eux dénoncent leur propre organisation ou celle qui est concurrente aux autorités françaises. Le sort de ces dénonciateurs n'est pas enviable. Par exemple, un communiste autrichien qui dénonce son groupe aux R.G. obtient une remise de peine de 10 ans de travaux forcés. Malheureusement la fidélité vichyssoise est trompeuse, le militant est transféré à Chalon-sur-Saône et remis aux autorités allemandes en juillet 1942.⁴⁷ Après de nombreux interrogatoires et perquisitions, les polices montalbanaises et toulousaines démantèlent l'ensemble des groupes communistes espagnols et germaniques.⁴⁸ Peu de membres de ces groupes exilés, antifascistes, sont restés en vie, les autorités françaises respectant les clauses de l'armistice livrent les allemands et les juifs aux nazis.⁴⁹

L'exemple du parti ouvrier d'unification marxiste, dissout par les communistes espagnols pendant la guerre civile, peut être évoqué. Il connaît une certaine activité à Montauban. Le groupe composé d'une trentaine de membres est

⁴⁵ Composée de Vicente Carillo au secrétariat général du parti, Palarno Llerandi (chef politique) et de Menendez Hernandez à l'organisation

⁴⁶ ADTG, 5W17, 30/04/1941. Deux documents recomposent l'ensemble de l'organisation communiste espagnole. L'un, du commissaire spécial qui provient d'une dénonciation de deux anarchistes de la C.N.T.-FA.I., hostiles au P.C.E. et au P.C.F. Le second document est obtenu par l'arrestation d'un militant du P.C.F. à Montpellier qui détient dans une valise l'ensemble de l'organisation communiste française et étrangère en Tarn-et-Garonne.

⁴⁷ ADTG, 5W18.

⁴⁸ A Montauban, un inspecteur organise une surveillance très stricte de tous les communistes et est à l'origine de leur arrestation. A la Libération, la police montalbanaise se refuse à appliquer les directives du préfet contre des délits de droit commun, probablement à cause de la très mauvaise réputation dont elle jouit après guerre.

⁴⁹ Article 19 des clauses de l'armistice franco-allemand signée à Rethondes le 22 juin 1940. Cf. Denis PESCHANSKI Vichy 1940-1944, contrôle et exclusion, Paris, Complexe, 1998, 209 p.

démantelé sur dénonciation d'un des adhérents. Il semble que l'arrestation de tous les «Poumistes» soit due à un élément du groupe réfractaire à un rapprochement de l'organisation avec le P.C.F.

Depuis le Pacte, la fédération est complètement désorientée, non par le changement de tactique qui la perturbe assez peu, étant persuadée qu'elle a à faire à une manœuvre du «*génial Staline*», mais par les arrestations de la direction fédérale et de quelques militants.⁵⁰ Dès lors, l'activité du Parti se déplace de Montauban en direction des zones nord et nord-est du département. Les communistes tarn-et-garonnais ne sont pas préparés à la clandestinité, les nombreuses arrestations du mois de septembre 1939 le confirment. Pourtant, l'organisation reprise au sommet par Aimé Durou⁵¹ reprend à nouveau vie dès le mois d'octobre 1940, à l'exemple d'un tract dénonçant «*les forbans de Vichy*» qui est retrouvé à Montauban.⁵² Les communistes sont devenus plus prudents mais les services des renseignements généraux n'ont pas marqué de pause dans leurs investigations, constituant des fichiers très précis sur les militants locaux. D'ailleurs, quelques-uns d'entre-eux s'en aperçoivent rapidement dès l'armistice signée, les soldats démobilisés membres de l'ex-parti communiste, revenant dans le département, sont systématiquement convoqués au commissariat de police de leur commune.⁵³ Fichés, épiés les communistes continuent tant bien que mal à se réunir. Leur activité reste modeste et orientée exclusivement sur la diffusion de tracts.

Durant l'automne et l'hiver 1940, les services des renseignements généraux et de la police perquisitionnent systématiquement tous les domiciles des ex membres

⁵⁰ Entretien enregistré le 13/02/1996. En plus de Pierre Couchet, Roger Matayron et Marcel Gasc, d'autres militants sont arrêtés pour diffusion de tracts justifiant le Pacte. Dénoncé par un des indicateurs de l'usine à métaux de Castelsarrasin où il travaille, Aristide Lafon en fait partie. Des communistes des groupes italiens du P.C.F. sont également arrêtés.

⁵¹ 51. Né en 1891 à Septfonds, Durou est un ancien poilu. Charcutier et membre du parti communiste dès les années 20, il dirige depuis longtemps la cellule de la commune. Candidat aux élections municipales de 1925 à Montauban, au conseil général dans le canton de Caussade de 1928 et 1934, de Nègrepelisse en 1937 et aux législatives de 1936 dans la circonscription de Castelsarrasin. Arrêté le 23/06/1941, il est incarcéré à la prison d'Eysses. Suite à la révolte des prisonniers à laquelle il participe, il est déporté à Dachau le 19/06/1944. Libéré par les alliés, il décède néanmoins d'épuisement et d'une trop riche nutrition, le 07/05/1945.

⁵² ADTG, R.G., 5W17, 30/10/1940. Signés par les jeunes communistes de Toulouse, ces premiers tracts clandestins appellent les jeunes à s'engager dans les J.C. auprès de R. Guyot.

⁵³ ADTG, 5W17, 16/08/1940. Une circulaire du ministère de l'intérieur signé d'A. Marquet demande au préfet en ces termes « un certain nombre d'individus connus de vos services pour s'être fait les instruments de la propagande communiste seront démobilisés[00] Ces derniers devront être aussitôt convoqués au commissariat le plus proche, avertis, dans les termes les plus nets, qu'ils seront l'objet d'une surveillance sérieuse et qu'à la moindre tentative d'agitation de leur part ils seront internés en application du décret du 18 novembre 1939 ». Entretien du 19/10/1995, Marcel Guiche témoigne avoir été, dès son retour à Castelsarrasin, convoqué par la police et d'y avoir reçu une forte recommandation, étant connu comme membre actif de la cellule des jeunes communistes.

du parti communiste. Les perquisitions et détentions préventives d'ex militants communistes sont monnaie courante sous Vichy, les autorités appliquant des mesures systématiques lorsqu'une activité est enregistrée dans le département. Le retrait du permis de chasse à tous les anciens militants communistes est un exemple de cette politique de contrôle de l'activité potentielle des militants.⁵⁴ Pierre Couchet et Raymond Matayron après ces perquisitions à leur domicile, rentrent dans la clandestinité.⁵⁵ Dès lors, seule l'activité des jeunesses communistes intégrées dans un groupement original appelé la phalange antinazie (P.A.N.), s'exerce à Montauban par une propagande limitée. L'autre pôle est concentré entre Caussade et Saint-Antonin où les communistes espèrent être moins inquiétés par les forces de répression de Vichy. Le reste du département est sans vitalité. Les communistes des cellules rurales, isolés, peu informés, angoissés par les perquisitions de la gendarmerie et surveillés par la population locale sont dans l'expectative. Les démobilisés qui ont perdu tout contact, sont contraints à des activités individuelles ou à la passivité.

La chasse aux «rouges» ; échec d'une génération peu préparée à la clandestinité.

Petit à petit, les services des renseignements généraux affinent leurs recherches, accumulent informations et témoignages de citoyens bien intentionnés,⁵⁶ l'étau autour du groupe Caussade-Septfonds-Saint-Antonin se resserre. Trois éléments trahissent sérieusement l'organisation communiste. L'arrestation d'un dénommé Giudicelli Robert qui porte sur lui les noms de militants qu'il doit rencontrer dans le département, il s'agit de « *Couchet et Ezzio Ottano* ». ⁵⁷ Si cette affaire a peu de conséquences sur les militants, elle conforte les services de renseignements dans l'idée d'une activité clandestine départementale. La découverte à Montpellier de documents, concernant la réorganisation du Parti dans le département, est d'un intérêt fondamental pour les RG. Enfin, la propagande menée par les militants des cellules du nord-est du département, du printemps à l'été 1941, est quasi suicidaire. L'exemple des cheminots communistes montalbanais nous le

⁵⁴ 54. ADTG, R.G., 5W19, 20/11/1940. Trente militants sont mentionnés sur une liste du préfet.

⁵⁵ 55. ADTG, R.G., 5W18, 28/01/1940. Un rapport du commissaire spécial montre que la surveillance de Couchet a échoué. Les déplacements de sa femme sont étroitement surveillés.

⁵⁶ ADTG, R.G., 5W18, 17/04/1941. L'un d'entre-eux est à l'origine de l'enquête menée contre les époux Rauzet à Saint-Anton; un membre de la légion française des combattants, il s'inquiète que la police n'intervienne pas devant l'activité de ces communistes. Né le 06/12/1890 à Saint-Antonin, Paul Rauzet exerce la fonction de cantonnier et de trésorier de la cellule du P.C. Arrêté le 01/07/1941, il est incarcéré à Eysses et déporté en Allemagne le 30/05/1944. Il rentre à Saint-Antonin le 01/06/1945.

⁵⁷ ADTG, R.G., 5W18, 07/01/1941. Appréhendé à Toulouse le 05/01/1941, il est, d'après ses aveux, chargé de visiter diverses villes du Sud-Ouest pour l'organisation de la propagande communiste. Né le 10/05/1921 à Paris, Ezzio Ottano est avant-guerre le secrétaire de la cellule des jeunesses communistes de Castelsarrasin.

démontre. Surveillés depuis novembre 1940, les ex-militants communistes et syndicaux de la S.N.C.F., Lucien Vergne, Eugène Allègre et Daniel Abadie se lancent dans une diffusion clandestine de tracts et du journal l'Humanité.⁵⁸ Leur action est rapidement remarquée. Ils sont arrêtés à l'exemple de Vergne, le 10 juin, et condamnés à 2 ans de prison.⁵⁹ Si ces arrestations annoncent un vaste coup de filet, les militants communistes semblent en ce début du mois de juillet 1941 focalisés sur l'annonce de l'attaque de l'U.R.S.S. par la Wehrmacht. Un tract intitulé *«français, antifascistes réagissez, critiquez vos nouvelles, les allemands n'ont pas fait 400.000 prisonniers russes. Ils n'ont pas percé la ligne Staline [.] Il n'y a pas de révolte en Ukraine. Le régime communiste n'est en rien ébranlé »* manifeste l'inquiétude des militants sur les espoirs que suscitait l'URSS.⁶⁰

Si le plan Barbarossa permet aux communistes de mener à nouveau une politique antifasciste et nationale sans contradiction avec la ligne, leur action spontanée est à l'origine de leur arrestation. Dès le mois de mars 1941, comme pour la cellule des cheminots, le commissaire spécial surveille les anciens responsables du Parti dans la région septfonnaise. Son attention est éveillée en partie par la distribution de tracts au cours du mois de novembre 1940 dans cette localité. Maurice Gros, les frères Peyrières, Aimé Durou et Ange Huc semblent avoir été dénoncés par un anarchiste espagnol de la C.N.T. auquel Maurice Gros aurait demandé de distribuer des tracts en langue espagnole pendant les mois d'octobre et novembre 1940 aux groupes des Travailleurs Etrangers et du camp de Judes.⁶¹

La 8e brigade de police aidée de nouveau par la police montalbanaise, lance l'assaut contre les communistes le 23 juin 1941. Tous les militants sont perquisitionnés, arrêtés, brutalisés et avouent leur activité clandestine.⁶² La filière est complètement dissoute, tous les efforts d'organisation du parti, de l'hiver 1940 au printemps 1941, sont anéantis. Le coup de filet de la police s'étend au

⁵⁸ ADTG, R.G., 5W18, 09/07/1940. L'ingénieur principal de la traction S.N.C.F. est à l'origine de l'enquête. ADTG, 5W18, 06/03/1941, le commissaire spécial informé du passif des cheminots accroît sa surveillance et lorsque des tracts sont retrouvés dans les poches de certains cheminots aussitôt Lucien Vergne est perquisitionné. On retrouve sur lui un certain nombre de numéros de L'Humanité et des tracts communistes du mois dernier.

⁵⁹ Le P.C.F. dans la Résistance, op. cit., p. 45. Lucien Vergne jugé, passe de la prison de Montauban à celle de Toulouse et au camp de Mauzac en Dordogne. Fernand Granier à Laguéprie connaît un sort similaire en janvier 1941, arrêté, il est interné en Algérie au camp de Bossuet.

⁶⁰ ADTG, R.G., 5W17, 01/08/1941. Cf. Nicolas WERTH, L'envers d'une victoire, ibid., pp. 254-255. L'auteur déclare : «La 1^{er} occupation de l'Ukraine de septembre 1939 à juin 1941, avait suscité la formation d'une organisation armée clandestine assez puissante – OUN dont certains membres s'engagèrent comme supplétifs dans les unités SS.»

⁶¹ ADTG, R.G., 5W19, 30/04/1941.

⁶² La Petite Gironde du 27/06/1941 donne les noms de 5 espagnols, 8 français et un italien tous de Caussade et Septfonds arrêtés pour distribution de tracts.

camp de Judes où toutes les cellules espagnoles sont également démantelées.⁶³ Les peines sont lourdes, de 15 ans de travaux forcés pour Aimé Durou à 10 ans pour Maurice Gros. Internés, nombre d'entre-eux sont déportés et périssent dans les camps de concentration. Aimé Durou, Maurice Gros, Ange Huc, Raymond Peyrières sont déportés et ne reviennent pas.⁶⁴

Pour donner un bilan, le parti communiste après les arrestations de septembre 1939 cherche une nouvelle légitimité. Il semble y parvenir au cours de l'automne 1940 où des contacts avec des dirigeants du P.C.F. sont pris. Les directives sont claires, réorganiser le Parti et favoriser la propagande. L'activité du Parti privilégie les jeunes. Des clubs sportifs aux auberges et chantiers de jeunesse, des militants intégrés aux organisations tentent d'amener à leur cause la jeunesse française. Le recrutement est prioritaire pour un parti dont les effectifs n'ont cessé de se dissoudre face à la répression, aux défections ou à l'inactivité de certains militants. Les délations et la surveillance obsessionnelle des services de police désagrègent l'embryon communiste tarn-et-garonnais. Une seconde vague d'arrestations au mois de septembre 1941 s'acharne sur quelques militants qui semblent parfois avoir une activité fort limitée.⁶⁵ Le Parti en automne 1941 est exsangue. Si quelques tracts épars sont signalés, ce sont le plus souvent des actes individuels ou ceux de la PAN. Les militants opérant dans la légalité n'ont pas réussi à s'adapter à la discrétion qu'exige toute lutte clandestine. Trop sûrs d'eux, leur action, dans les lieux mêmes où ils sont connus de tous pour leurs anciennes appartenances au parti dissout, est véritablement suicidaire. L'activité communiste, en ces années 1940-41, est peu audible pour la population locale encore choquée par la défaite. Il faut attendre juillet 1943, quelques mois après l'annonce du S.T.O., pour que les jeunes requis se rapprochent de l'organisation communiste et fondent le premier maquis F.T.P.F. à Saint-Antonin.⁶⁶

⁶³ ADTG, R.G., 5W18. L'arrestation des communistes espagnols se fait plus tard le 20/7/1941

⁶⁴ Tous ont à peu près le même parcours. Arrêtés le 23/06/1941, conduits de Montauban à la prison d'Eysses où ils séjournent jusqu'à leur déportation fin juillet 1944. Ange Huc meurt le 29/11/1944 à Flossembourg.

⁶⁵ ADTG, R.G., 5W18. Le maire de Laguëpie, Léon Mercadier, révoqué en 1940, est appréhendé, incarcéré à la prison de Saint-Michel le 04/09/1941. Louis Monsarrat l'un des premiers militants montalbanais, reste en liberté (il a 75 ans) ayant écrit le 27/11/1940 une lettre dithyrambique au Maréchal Pétain en faveur de la Révolution nationale.

⁶⁶ ADTG, R.G., 1014W740, rapport sur la Résistance en Tarn-et-Garonne (1940-44). Le dit rapport déclare : « les F.T.P. ont eu un effectif très réduit jusqu'à la Libération ». Trois maquis sont signalés à Saint-Antonin (de 35 membres en 1943 à 55 en 1944) auquel il faut joindre les maquis espagnols de l'U.N.E. et FT.P.-M.O.I., à Lauzerte (15 hommes), et à Verdun-sur-Garonne. On dénombre ainsi 85 F.T.P. en 1943 et 212 en 1944. La liaison entre les F.T.P. « vainement cherchée depuis longtemps » par l'A.S. « résulte d'une rencontre fortuite sur un chemin d'un chef A.S., Pruet, et d'un chef FTP, Pierre Couchet ». Les F.T.P.F. sont réorganisés en date du 20/08/1944 par le Commandant « Ricou » (alias Gaston Pélissier). En

La Phalange anti-nazie, une organisation jeune et oecuménique.

Entre adoration du « sauveur de la France »⁶⁷ et mea culpa⁶⁸ collectif, les tarn-et-garonnais, qui s'opposent dès 1940 à l'opinion dominante, sont minoritaires et circonspects. Si le parti communiste localement commence à se réorganiser, sa résistance est celle d'un groupe idéologiquement formé à lutter contre le capitalisme dans une perspective téléologique. Son engagement est antérieur au régime de Vichy et suscité par la répression exercée par les services de police de la République. Le Parti ne peut donc prétendre, du fait même de l'essence de son combat et de sa ligne politique dite « anti-impérialiste », être la première organisation résistante à Vichy. Si les premiers « réduits »⁶⁹ en zone sud sont en grande partie créés pendant l'année 1943,⁷⁰ le Tarn-et-Garonne connaît une résistance singulière prodromique au maquis. Ce premier refus du discours officiel de Vichy est celui de jeunes gens, aux opinions et aux nationalités plurielles.

Si l'origine du mouvement est symbolisée par sa dénomination de phalange antinazie, l'esprit du refus à Vichy est antérieur. Les accords de Munich, l'interprétation du Pacte et le climat fataliste de l'opinion sont des vecteurs structurants pour ce groupe. Le môle créateur et initiateur de la P.A.N. se constitue de quatre adolescents: Jean Berné, Charles Couchet, Maurice Oustrières et Louis Sabatié dont la moyenne d'âge ne dépasse guère 17 ans. Charles Couchet, frère du secrétaire fédéral du P.C.F. tarn-et-garonnais, adhère aux étudiants communistes; il en est l'idéologue.⁷¹ Avant guerre, ces quatre jeunes sont des amis proches qui se côtoient dans et en dehors du lycée Ingres, notamment au club de rugby de l'U.S.M.

Le choix du nom de la formation est sujet à débats. Louis Sabatié, féru d'histoire antique, a dans ses souvenirs les victoires remportées jadis par les phalanges

tout et pour tout 130 sabotages sur les voies ferrées et 20 sabotages sur les lignes électriques sont comptabilisés à l'actif des F.T.P.

⁶⁷ Le Républicain de Tarn-et-Garonne, 09/11/1940. Le 6 novembre 1940, la visite du maréchal Pétain à Montauban réunit des milliers de personnes à la préfecture et au monumentaux morts du cours Foucault. L'article éloquent et contemplatif de l'ex-député socialiste Marcel Guerret après la visite du maréchal témoigne d'un véritable « acte de foi » comme le déclare ce dernier.

⁶⁸ Pascal CAÏLA, Le clergé Catholique du diocèse de Montauban dans la tourmente, mémoire de maîtrise, UTM, 1989, pp. 82-86. L'auteur montre le sentiment de piété que tente de susciter le clergé catholique, aidé en cela par le gouvernement Pétain qui cherche à effacer la défaite de l'état major français en donnant l'impression que c'est le laxisme des années de "jouissance" du Front Populaire qui en est à l'origine.

⁶⁹ Ce terme est employé d'après différents témoignages, comme étant celui d'origine pour les groupes armés clandestins, précédant l'expression commune de « maquis ».

⁷⁰ Le premier maquis F.T.P.F.s'organise au début du mois de juillet 1943.

⁷¹ Entretien enregistré le 16/05/1996. Celui-ci déclare avoir fait lire de nombreux ouvrages engagés à Louis Sabatié tels L'Espoir ou la Condition Humaine de Malraux.

grecques, c'est ce qui l'incite à proposer le terme de phalange. En outre, l'expression est commune dans le vocabulaire des fascistes espagnols. Charles Couchet et Maurice Oustrières trouvent qu'elle porte à contresens. Néanmoins, ils l'acceptent du fait que sa contraction crée une onomatopée, « P.A.N. ». Elle implique pour Louis Sabatié une sorte de claquement qui angoisserait l'ennemi. Autour de ce bloc inséparable gravitent d'autres éléments issus pour la plupart du lycée. Sur les 15 membres de la P.A.N. qui ont été cités par les témoins en 1940, 10 sont inscrits au lycée Ingres. La Phalange est un mouvement jeune et intellectuel, aucune idéologie n'y est dominante. Si Charles Couchet et Maurice Oustrières sont membres des étudiants communistes de Montauban, Ernest Bonnet et Maurice Raynal sont catholiques et ce premier est maréchaliste tout en étant hostile aux allemands.⁷²

En étudiant les origines familiales des membres de la Phalange, on remarque qu'au moins sept d'entre-eux sont issus de familles de fonctionnaires où les enseignants constituent les trois-quarts. Seuls deux membres, Alfredo Negrello et Michel Manzack, recrutés par Charles Couchet, sont ouvriers à l'usine Bouyer de Montauban. La proportion d'étrangers réfugiés est également à souligner, tel Théodore Sharf, juif autrichien qui fuit avec sa famille après l'Anschluss ou Georges Kaminka, issu de la diaspora des russes blancs.

La P.A.N. est donc un groupe aux influences et aux idées composites. Une seule les regroupe, celle de lutter contre l'opinion dominante qui croit en Pétain. Si le noyau des quatre tente quelques chahuts lors de la visite du maréchal le 6 novembre 1940 à Montauban, l'action menée par la P.A.N. est essentiellement propagandiste.⁷³ D'ailleurs, comment pourrait-il en être autrement ? Tout naturellement, la Phalange, groupe d'intellectuels, est amenée à la création d'un journal clandestin. « *L'étincelle* » a, comme ses auteurs, un rayonnement modeste mais l'originalité de sa publication l'est tout autant que l'existence de la P.A.N. Ernest Bonnet a des contacts avec un certain Maurice Raynal, également catholique, qui travaille à la préfecture en tant qu'huissier. Celui-ci est la pierre angulaire de l'organisation, permettant, grâce à sa fonction, de dactylographier le journal sur la ronéo de la préfecture. La production est limitée mais elle affirme l'existence du groupe à l'extérieur de l'enceinte du lycée. La fabrication de fausses

⁷² Lettre de Maurice Oustrières du 14/06/1996. Il adhère juste après le Pacte « grâce aux explications données par Charles Couchet, nous le considérons comme la juste riposte de l'union soviétique au pacte de Munich ».

⁷³ Maurice Oustrières témoigne que lors des manifestations en faveur de Pétain: « nous ne cachions pas nos opinions (d'hostilité au régime), ce qui me valut de recevoir, de la part d'une vieille dame, femme d'officier, un sacré coup de parapluie à la tête ».

cartes d'identité suit naturellement le processus engagé avec le concours du fonctionnaire préfectoral.

C'est probablement à partir de cette nouvelle potentialité que la P.A.N. noue des liens avec d'autres organisations clandestines comme « *Combat* » ou « *Libérer et Fédérer* ». Chaque membre de la P.A.N. semble avoir, selon ses affinités idéologiques, tissé des liens avec d'autres mouvements. Ernest Bonnet est en liaison avec Melle Gineste pour l'organisation *Témoignage Chrétien*, Charles Couchet avec le parti communiste, Jean Dubarry avec *Libérer et Fédérer*. Les contacts avec l'organisation *Combat* semblent avoir été facilités par la proximité du responsable départemental, un socialiste, Raymond Tournou, qui est le voisin des parents de Charles Couchet. Maurice Oustrières témoigne avoir eu des contacts directs avec Léo Hamon venu chercher de fausses cartes d'identité. La Phalange étend également son arborescence à Verdun-sur-Garonne grâce aux contacts de deux lycéens d'Ingres domiciliés dans cette commune. Un groupe de six jeunes s'organise autour de Bernard Piquemal, Gérard Delors et Cyrille Belloc.

Les actions de la P.A.N., d'octobre 1940 à 1942 se limitent à quelques diffusions de *l'Étincelle*, de tracts appartenant aux différentes organisations, voire au goudronnage de quelques signes d'hypothétiques appels à la résistance sur les murs de la ville. L'organisation semble se décomposer d'ailleurs par le départ d'un certain nombre de ses adhérents au cours des années 1941-1943. Si Théodore Sharf s'embarque à Marseille pour rejoindre la Havane, d'autres comme Jean Madéo, issu d'une famille catholique aux opinions de droite, ou Jean Dubarry,⁷⁴ Bernard Piquemal passent par l'Espagne et rejoignent la France Libre en 1943. Quant à Jean Berné contraint par un père officier et maréchaliste, il est obligé de partir au S.T.O. sous peine d'être dénoncé avec ses compagnons s'il ne lui obéit pas. Arrivé en Haute-Silésie, il réussit à revenir dans la région et rentre dans un maquis ariégeois. Charles Couchet quitte également Montauban pour se mettre, dit-il, au « vert » en s'inscrivant à l'école nationale d'optique et d'arts plastiques dans l'Ain.

Malgré cette « déliquescence » de la Phalange, probablement sous la dynamique de Louis Sabatié qui s'annonce réellement comme l'organisateur du groupe, une action d'envergure est menée le 15 novembre 1942 contre l'occupant fraîchement installé. Michel Manzack et Alfred Negrello incendient un véhicule allemand, action de la P.A.N. qui peut être considérée comme le premier attentat contre les nazis dans le département.

⁷⁴ Fils d'un professeur du collège, Jean Dubarry est en liaison avec un certain Figarol, professeur d'éducation physique du lycée, qui est l'intermédiaire avec l'organisation toulousaine de Silvio Trentin.

L'activité paramilitaire de la P.A.N. reste humble, le groupe a peu d'armes et cette activité n'est peut-être pas du goût de tous les membres? Ainsi l'action se concentre sur l'intimidation de collaborateurs notoires.⁷⁵ Si l'arrivée du ministre de l'agriculture Max Bonnafous est annoncée par des inscriptions acerbes contre « l'affameur de Vichy » et par des diatribes gaullo-communistes, les opérations de la petite Phalange vont pleinement s'affranchir lors des départs pour le S.T.O.⁷⁶ En effet, le 16 février 1943, le gouvernement Laval signe un protocole d'accord avec les allemands beaucoup plus draconien après le revers de la Relève. Les jeunes français sont la cible de ce nouveau décret qui vise à envoyer une main d'œuvre bon marché et supplétive, les ouvriers allemands étant occupés à enrayer l'avancée de l'Armée rouge.⁷⁷

La P.A.N. organise alors une distribution massive de tracts et papillons dans les rues montalbanaises, appelant la population à manifester à la gare contre le premier départ de jeunes pour l'Allemagne. La manifestation obtient un réel succès, des jeunes et leurs familles se rassemblent et bloquent le convoi en gare de Villebourbon pendant plusieurs heures.⁷⁸ Cette action réussie de la P.A.N. n'est pas due au hasard. La présence depuis novembre de l'occupant, les mesures répressives le plus souvent injustifiées contre de vieux militants communistes, et surtout la réquisition de la jeunesse française engendrent un retournement de l'opinion contre le gouvernement Laval et ses sbires collaborationnistes. La "demi-France" de Vichy épargnée par les excès et les menaces allemandes, peu contestataire lorsque la police s'acharne contre les communistes et les juifs, semble progressivement, à partir de l'année 1943, se ranger sur une attitude de résistance passive.

La phalange antinazie connaît dès lors un autre destin. Le groupe se disloque, ses membres adhèrent selon leurs différentes sensibilités idéologiques aux groupes de la Résistance qui prennent le devant de la scène en 1943. Petite organisation avant-gardiste, manifestant le premier refus, la P.A.N. naît avec la politique de collaboration de Montoire. Jeunesse intellectuelle issue le plus souvent de la

⁷⁵ ADTG,R.G., 37W38, 22/05/1940. Un attentat contre le chef adjoint départemental de la Milice et chef de la franc-garde de la Milice, est commis le 1^{er} mai 1943. Un fait intéressant est à souligner dans le changement d'attitude de la population. La police, par mesure de représailles, perquisitionne et arrête « 15 membres de l'ancien parti communiste ». La gendarmerie témoigne « ces arrestations ont frappé les esprits, pas dans le sens que l'on croyait. La population dans son ensemble a critiqué la mesure, la trouvant en marge de la justice. Opérée à titre préventif en période de troubles, elle se justifiait. Appliquée à titre de sanction, elle porte à faux, l'enquête n'ayant pas démontré la culpabilité des personnes arrêtées ».

⁷⁶ Le 9 mai 1943 à Montauban, le ministre de Vichy préside l'assemblée générale constitutive de l'union corporative agricole du Tarn-et-Garonne

⁷⁷. Cf. Pierre LABORIE L'opinion française sous Vichy, Paris, Seuil, pp. 282-297.

⁷⁸ Jean EVRARD La déportation des travailleurs français dans le IIIe Reich, Paris, Fayard, 1972, p.81 ; « à Montauban, on décroche plusieurs voitures et le train doit faire marche arrière pour les reprendre. ».

classe moyenne, elle manifeste sa vitalité par son idéalisme. Baignés dans la littérature engagée de la guerre d'Espagne, les membres de la Phalange sont à la quête d'une aventure humaine transcendante. Si les mémoires des militants retiennent l'action de quelques membres des jeunesses communistes, l'histoire est moins prolixe sur l'éphémère organisation clandestine, les lacunes béantes des sources l'emportent, obligeant au silence.⁷⁹

LIBÉRATION, ÉPURATION, RECONSTRUCTION

La clandestinité est une épreuve dont le parti communiste sort renforcé et triomphateur. Pourtant, les premières années sont marquées par des rafles à répétition qui démantèlent presque complètement l'appareil départemental. Si le Parti à la Libération s'impose aux côtés des autres organisations de la Résistance, c'est qu'une autre génération de militants, respectant plus strictement les consignes émises par la direction centrale du Parti s'est engagée dans les maquis. Par ailleurs, nombre de cadres du Parti clandestin sont affectés à une direction départementale d'où ils ne sont pas originaires. Pierre Juge, originaire d'Aiguillon, passe dans le Tarn-et-Garonne et prend en main la fédération à la Libération.⁸⁰ Le parti communiste s'intègre dès lors dans les nouvelles structures prévues par le programme du C.N.R., accentuant son influence par l'intermédiaire d'organisations de « masse ». Du Front National à l'Union des femmes françaises, toutes ces structures d'encadrement, issues de la clandestinité,⁸¹ ont pour finalité d'élargir l'obédience du Parti aux couches sociales ordinairement réfractaires. Ainsi, à la fin des hostilités le Parti bénéficie d'une « nébuleuse » qui accroît, sans autre comparaison dans son histoire, ses effectifs et sa force morale.

Un Comité de Libération sous contrôle

L'observation de la Libération tarn-et-garonnaise n'est pas spectaculaire. On dénombre en tout et pour tout 96 victimes F.F.I. dont 32 sont décédées dans les accrochages avec les allemands, 17 ont été déportées et 40 fusillées par l'occupant.⁸² Le départ précipité des troupes S.S., appelées en renfort sur le littoral normand, soulage les maquisards dans l'éventualité d'une insurrection.⁸³ Certes, Montauban et Moissac font exception à la règle en étant

⁷⁹ Nous renvoyons à notre étude: « Le parti communiste tarn-et-garonnais de la scission à l'essor », op. cit., pp. 120-127.

⁸⁰ Entretien du 27/10/1995.

⁸¹ Exceptée l'U.J.R.F., ex-jeunesse communistes, qui prend cette dénomination en avril 1945 et - dont la finalité est d'attirer une partie de la jeunesse des autres organisations de la Résistance.

⁸² Philippe BUTON, Les lendemains qui déchantent. Le P.C.F. à la Libération, Fans, PFNSP, 1993, pp. 104-105.

⁸³ Max HASTING La, division Das Reich et la Résistance, 8 juin-20 juin 1944, Paris, Pygmalion, 1983, pp. 134-135. C'est seulement le 8 juin 1944 que les blindés S.S. stationnés à Montauban « 15000 hommes et 1400 véhicules » partent en colonne et prennent le chemin de l'ouest.

parmi les rares communes à connaître la Libération d'une manière belliqueuse.⁸⁴ Dans l'ensemble, la population est restée passive, attendant le départ de la Wehrmacht qui quitte définitivement le département entre le 20 et le 21 août⁸⁵. Les structures prévues par le programme du C.N.R. se mettent alors promptement en place. Chaque commune voit naître son Comité Local de Libération (C.L.L.) où résistants et anciens élus radicaux prennent la direction. Dans de nombreuses villes comme Moissac, Castelsarrasin, les radicaux tentent de reprendre la direction des mairies. Le maire et sénateur de Moissac, M. Delthil, malgré son vote favorable au maréchal Pétain le 10 juillet 1940 réintègre ses fonctions au sein du C.L.L. A Valence d'Agen, M. Baylet, père du maire radical Jean Baylet prend la direction du C.L.L.

A Montauban, le Comité de Libération (C.D.L.) prend, dès le 20 août, la direction des affaires départementales : constitué de 16 membres, le C.D.L. destitue le préfet, le secrétaire général de la préfecture, le maire de Montauban et nomme à titre provisoire le président du C.D.L., Maître Serres⁸⁶. Cet organe qui supplée provisoirement les structures vichysoises a, dans les textes, un caractère exclusivement consultatif. Les instructions du C.D.L. aux C.L.L. laissent entrevoir des perspectives d'action beaucoup plus ambitieuses que celles prescrites préalablement par le programme du C.N.R. Le préfet du G.R.P.F. prend ses fonctions à Montauban le 25 août. Dès son installation, il « *assigne au C.D.L. son rôle propre d'assemblée consultative provisoire* » et expédie des circulaires à tous les maires et chefs de service pour leur signifier qu'ils « n'avaient d'ordres à recevoir que de lui ».⁸⁷ Le haut fonctionnaire s'intéresse rapidement à la composition de l'assemblée où les communistes surabondent selon lui. En effet, sur les 16 membres du C.D.L., 7 appartiennent au parti communiste ou à une de ses organisations satellites. Des 5 membres composant le comité de direction, 3 sont communistes.⁸⁸

⁸⁴ Moissac et Montauban sont les deux communes où les petits groupes de maquis se heurtent au dernier corps de la Wehrmacht qui cherche un passage semble-t-il vers l'Espagne.

⁸⁵ ADTG,R.G., 37W40,21/08/1944. Les dernières troupes allemandes quittent Castelsarrasin le 20 août en détruisant les réserves d'essence du dépôt de Caillau et en incendiant 5 fermes, faisant plusieurs victimes.

⁸⁶ ADTG,R.G., 1014W463,03/10/1944.

⁸⁷ .ADTG,R.G., 1014W463,27/10/1944.

⁸⁸ ADTG,R.G., 1014W463,05/11/1944. Le C.D.L. est composé de la manière suivante : 1 membre de Libération, 1 de Combat, 1 des F.T.P., 1 de la C.G.T., 1 représentant des commerçants, un de l'U.F.F., 1 du F.N., 1 du culte catholique, 1 des protestants, 1 représentant des artisans, 2 représentants des personnalités, 1 représentant des prisonniers, 1 du P.C.F., 1 du P.S., 1 des C.D.A.P., 1 des F.U.J.P. Le noyau actif qui se réunit trois fois par semaine comprend 1 représentant du M.L.N., 1 de la C.G.T., 1 du P.C.F., 1 du P.S. et 1 du FN.

Les heurts entre représentants légaux du G.R.P.F. et le C.D.L., jusqu'à sa dissolution après la réorganisation du conseil général en octobre 1945, s'accroissent ponctuellement au cours de l'automne. Il est clair que la présence des communistes au sein de l'Organisation Résistante est pour beaucoup dans l'antagonisme qui l'oppose au préfet. Le combat entre les deux parties s'oriente sur deux axes majeurs. D'une part, une lutte d'ordre politique pour le parti communiste qui cherche à retarder le plus longtemps possible les prochaines élections prévues pour février 1945 en rappelant qu'aucune élection n'est envisageable sans le retour des prisonniers de guerre et des déportés. Le C.D.L. « refuse de recréer un conseil général traditionnel, mais veut que les représentants cantonaux aux C.D.L. constituent un Conseil Général désigné par les représentants des CLL du canton ».⁸⁹ Le C.D.L. est donc un instrument non négligeable pour le parti communiste qui tente à tout prix d'écarter les radicaux des municipalités d'où ils sont exclus depuis la défaite. Le préfet signale que le C.D.L. « a systématiquement freiné » après « la démission du président de la commission administrative (commission comportant sur 3 membres, 2 communistes, un du P.C. et un du F.N.) le principe des élections et s'est montré désireux d'écarter les anciens conseillers municipaux en majorité radicaux-socialistes. Ils s'efforcent de faire subsister des C.L.L. aux municipalités régulières ». Dans ce contexte, le Parti cherche à faire perdurer le pouvoir de la Résistance face au préfet qui incarne le gouvernement provisoire. Les élections au suffrage universel prévues le 2 février 1945 mettent un terme à la souveraineté de la Résistance et laissent place aux anciennes structures antérieures au conflit. Le P.C. s'oppose aux élections qui anéantissent sa stratégie au sein des C.L.L.⁹⁰ L'affaire du sénateur-maire Roger Delthil est un exemple. Ayant voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, à l'instar des trois autres députés: Étienne Baron, Albert Daille et Marcel Guerret ainsi que le sénateur Léopold Pressey lors de la session extraordinaire du Parlement à Vichy le 10 juillet 1940, l' élu d'avant-guerre reprend naturellement la municipalité moissagaise, le 24 août 1944, sans que personne dans la commune n'ait quelque chose à redire. Le C.D.L., fort vigilant, a une toute autre vision des faits en décidant de relever de ses fonctions le sénateur Delthil, le préfet est contraint et forcé de faire appliquer cette mesure.⁹¹ L'attitude du C.D.L., quoique légale, affirme cette volonté de ne pas remettre en place les élus radicaux si bien implantés avant-guerre. D'autre part, le parti communiste avec les milices

⁸⁹ ADTG,R.G., 1014W463,28/12/1944.

⁹⁰ ADTG,R.G., 1014W463,27/10/1944

⁹¹ ADTG, R.G., 1014W463,id. Le C.D.L. agit en rapport avec sa fonction, l'article 6 du statut des C.D.L. affirme que celui-ci est chargé « d'arrêter les traîtres et les suspects ». Le préfet d'ailleurs dans son rapport dit appliquer l'article 18 de l'ordonnance du 21/04/1944 relevant les élus ayant voté oui le 10 juillet 1940.

patriotiques tente de se substituer à l'autorité des forces de police.⁹² Celles-ci critiquées dans les éditoriaux communistes pour avoir participé de manière fort zélée aux rafles contre les patriotes tarn-et-garonnais. Le premier numéro du journal du Front National du Tarn-et-Garonne, le 02/12/1944, est un témoignage de ces attaques contre la police montalbanaise : « *les montalbanais se souviennent que la police a mené la vie dure en faisant la chasse aux espagnols, aux patriotes avec des procédés brutaux contre les inculpés politiques, certains de nos policiers n'ont pas hésité devant aucune bassesse* ».

Le contrôle du parti communiste sur le C.D.L. est important, il tend à concurrencer le préfet dans ses actions et cherche à intégrer des organisations satellites pour, à la fois, mieux le contrôler mais également écarter les autres organisations résistantes. Si l'action du C.D.L. se porte en priorité sur l'épuration des administrations, elle manifeste par là une volonté d'éliminer les anciennes structures pour mieux les suppléer. En cela les mots d'ordre du C.D.L. et du parti communiste ne cachent point leur similitude. Le rôle déterminant du C.D.L. consiste indéniablement à étudier les dossiers des individus proches du régime de Vichy. L'épuisement de ce travail et l'imminence des élections cantonales mettent en péril l'existence du comité. Ce dernier a donc tout intérêt à manifester son mécontentement sur les décisions prises par la justice à l'encontre des collaborateurs, il en va de sa continuité. Néanmoins, les propos du C.D.L. ne sont-ils pas justifiés ?

Lorsque le préfet prend ses fonctions le 24 août, quelques exécutions sommaires ont eu lieu. Il met en place le 29 août un tribunal militaire spécial dont, semble-t-il, l'efficacité épurative s'avère zélée puisque dès le 31 août ce tribunal est remplacé par une cour martiale.⁹³ Ce n'est qu'à partir du 23 octobre 1944 qu'une cour de justice statue sur les individus présumés coupables de collaboration avec l'ennemi. Une chambre civique travaille également sur les affaires ne relevant pas des délits graves. Si durant les mois d'août à octobre, le tribunal militaire manifeste clairement un choix pour une épuration drastique, les "chambres" qui lui succèdent ont une autre conception de la justice, qui ne satisfait pas une opinion vengeresse.

⁹² . ADTG, 1014W463. Le Préfet déclare « je n'entretiens avec les milices patriotiques aucun rapport et je m'y suis refusé ». Il les qualifie « d'instrument de rébellion ».

⁹³ ADTG, R.G., 1014W463, 03/10/1944. Sur les quatre cas passés devant le tribunal militaire quatre condamnations à mort.

Le C.D.L. qui jusqu'au mois d'octobre exerce une fonction judiciaire par l'intermédiaire de la commission de triage,⁹⁴ n'a plus ce privilège avec la mise en place de la cour de justice. Celle-ci siège pour la première fois le 15 novembre 1944 et prononce un verdict beaucoup plus clément par rapport à celui émis quelques semaines auparavant par le tribunal militaire.⁹⁵ Cette décision, déclare le préfet, émeut la population «*qui n'admet pas ce jugement*». La tension se renforce lorsque la deuxième audience condamne « six miliciens à l'indignité nationale ». Le préfet dans son rapport souligne « que cette déception devient préoccupante »⁹⁶. Rapidement, l'imaginaire social gagne le pas sur la réalité, on parle « *d'amnistie pour le 11 novembre 1944, pour certains détenus politiques* »⁹⁷. Mais, parallèlement, des actions coup-de-poing se font jour comme une véritable justice alternative. Le camp de Judes, où sont détenus la majorité des individus arrêtés à la Libération, est l'objet d'une attaque nocturne.⁹⁸

L'opinion a réellement l'impression que la justice cherche à minimiser les peines des collaborateurs et que nombre d'entre-eux passent outre. Cette idée qui se répand, est attisée par la propagande du C.D.L. qui appelle à de grands rassemblements pour condamner la faiblesse des jugements de la chambre de justice⁹⁹. Le parti communiste et ses organisations satellites ne manquent pas de relayer le C.D.L. dans sa propagande. Le secrétaire fédéral, Pierre Juge, dans une conférence le 15 décembre 1944 appelle à « l'épuration des tribunaux qui ont condamné un communiste à 20 ans de travaux forcés » sous Vichy,¹⁰⁰ « *ces mêmes magistrats ne condamnent qu'à l'indignité nationale des miliciens qui mériteraient la peine de mort* ». Il ajoute en accusant nommément les juges de retarder la procédure judiciaire : « on juge le menu fretin, des miliciens par contumace, alors que les dossiers des gros responsables détenus sommeillent dans les bureaux des juges d'instruction ». Pierre Juge propose alors « *l'établissement de tribunaux populaires à l'exemple de ceux de 89* ».¹⁰¹ Ces

⁹⁴ Cette commission, qui n'a qu'un titre consultatif, a pour fonction d'examiner les dossiers des individus présumés coupables de collaboration. Une fois triés, ils sont remis au tribunal militaire avec les appréciations des membres de la commission épuration du C.D.L.

⁹⁵ ADTG, 1014W463,27/11/1944. Sur trois cas, un seul est condamné aux travaux forcés et les deux autres à l'indignité nationale.

⁹⁶ ADTG, R.G., 1014W463,27/11/1944.

⁹⁷ ADTG, R.G., 1014W463.3/1 1/1944

⁹⁸ ADTG, R.G., 1014W463,08/11/1944.

⁹⁹ ADTG, R.G., 1014W465,16/02/1945. Deux rassemblements d'envergure sont organisés par le C.D.L., l'un qui réunit 1.500 personnes et l'autre 2.000 à Montauban.

¹⁰⁰ Un fait intéressant est à mettre en relief dans le discours de Pierre Juge qui ne cite pas le nom du communiste qui a été condamné à cette lourde peine par contumace, il fait référence à Pierre Couchet condamné le 23 juin 1941. Ce dernier est exclu quelques semaines plus tard du Parti pour « indiscipline » lors du procès de 1939.

¹⁰¹ ADTG, R.G., 1014W463,16/12/1944. Jean-Pierre Rioux, *La France de la Quatrième République*, Paris, Seuil, 1980, p. 57. L'auteur déclare que les « humbles sont en effet plus durement frappés tandis que les

propos qui peuvent être justifiés par le contexte n'en sont pas moins vecteurs d'une agitation dans l'opinion qui prend souvent la forme d'une action terroriste contre d'anciens collaborateurs récemment libérés. Le graphique que nous proposons montre la progression des agressions et attentats qui s'étalent du mois d'octobre 1944 au mois de janvier 1946. Ils atteignent leur paroxysme avec le retour des déportés et des S.T.O. Pour les trois-quarts ce sont des attentats à la bombe contre les habitations ou les commerces d'anciens miliciens, membres du P.P.F. ou pétainistes notoires. Le préfet est obligé de prendre des mesures spéciales « *pour les travailleurs volontaires rentrant d'Allemagne, notamment les femmes, qui sont presque chaque nuit l'objet de violences au moment de l'arrivée à la gare, leur arrestation immédiate est le seul moyen de les soustraire à ces sévices exercés aussi bien par les rapatriés que par les assistants civils* ». ¹⁰² Dans la plupart des cas, ces actions "para-judiciaires" ne font aucune victime, elles ont plus une fonction symbolique que meurtrière.

Le tout est que nous pouvons affirmer qu'à partir de la dernière semaine d'octobre 1944, l'épuration légale prend une tournure différente de celle effectuée entre août et octobre 1944. Moins implacables, les cours qui remplacent le tribunal militaire jugent avec plus de clémence les accusés. Et si le C.D.L. ou le parti communiste s'en indignent, ils ont, semble-t-il, dans une certaine mesure des raisons recevables. De nombreux cas dont la gravité des actes les auraient condamnés à la peine capitale, ont une issue favorable avec les magistrats de la cour de justice, chance qu'ils n'auraient pas obtenue avec la cour militaire. Est-ce le tribunal militaire qui est trop draconien ou la cour de justice qui a une attitude plus laxiste envers les prévenus ? Il ne nous appartient pas d'y répondre, mais il apparaît que selon le mois où un individu est inculqué et déféré pour un même délit devant la justice, il peut être condamné à une peine très inégale. Les premiers miliciens déférés en août et septembre 1944 sont immédiatement condamnés à mort et exécutés. Les miliciens arrêtés après le 23 octobre ont au pire une peine de travaux forcés et au mieux l'indignité nationale à perpétuité. Peut-on avancer alors l'idée d'une érosion de la justice ? Ou d'une volonté du gouvernement de freiner une épuration qui pourrait laisser un vide dans le corps de l'État, que les communistes entendent vouloir combler. Un corps de la magistrature peu épuré, ayant alors des sympathies pour certaines anciennes connaissances aujourd'hui déférées, les appels de Monseigneur Théas contre une épuration jugée trop barbare ou une volonté de freiner l'hémorragie

nantis peuvent mobiliser de bons avocats, faire traîner la procédure, susciter des témoignages complaisants, transférer leur dossier en dehors du département d'origine, arguer de services rendus secrètement à la Résistance et que leur position sociale rendait particulièrement efficace».

¹⁰² ADTG R.,G., 1014W465, 16/06/1945

au sein des serviteurs de l'État sont autant d'éléments ayant pu inhiber ou inférer des condamnations plus souples.

Communistes et syndicalisme rural

Si les années d'avant guerre laissent peu de perspectives aux communistes pour concurrencer le clientélisme radical, la faible représentativité de ces derniers pendant l'occupation et à la Libération dans la défense des intérêts paysans, laisse une nouvelle marge de manœuvre au Parti.

Pour comprendre l'influence du Parti sur le monde rural à la Libération, ne faut-il pas mettre en relief la campagne idéologique mise en place dès l'été 1943 ? Appelant les cultivateurs à ne pas livrer leurs récoltes « aux boches », le Parti se révèle comme le défenseur du sol français et des intérêts immédiats des paysans. En activant les devoirs patriotiques des paysans au travers d'un refus qui n'engage pas directement les populations dans un conflit armé, le Parti est en corrélation avec une partie des idées du monde rural. De plus, cette propagande va dans le sens de ce refus traditionnel de la paysannerie d'être imposée sur sa production. Le terrain est donc préalablement favorable au parti communiste à la Libération. Dans un premier temps, il oriente son action vers l'édification de nouvelles structures syndicales capables de rassembler les exploitants.

Les comités de défense et d'action paysanne (C.D.A.P.), organisation créée pendant la clandestinité, jouent ce rôle. Dans le contexte de l'après-guerre, la question du ravitaillement est encore d'actualité, les populations urbaines les plus touchées par la pénurie manifestent une certaine mauvaise humeur contre les paysans accusés de conserver leurs productions pour les revendre au marché noir. Des comités de ménagères sont créés à Montauban pour organiser des manifestations lorsque la pénurie est trop forte. Cette association porte ses doléances au préfet qui est à l'origine, d'après le Parti, du marasme et des blocages des denrées vers les villes. Le P.C.F. a un discours ici qui s'adapte aux paysans. Il préfère faire reposer ce problème sur les « *intermédiaires qui augmentent les prix* » que sur le trafic exercé par une partie de la population rurale. De nombreux meetings sont organisés dans les campagnes par la C.G.A. et la C.G.T. de manière à affirmer que seule « *l'unité du prolétariat* » permet de lutter contre la mauvaise image de marque de la paysannerie dans les villes.

Les ruraux, quant à eux, sont loin de rester dans l'expectative lorsque les problèmes de ravitaillement se font jour. A l'exemple de la commune de Verdun-sur-Garonne où le maire communiste, Alexandre Clamens, ne peut supporter de voir des stocks de sulfate de cuivre et de soufre bloqués au moment où les vignes

sont attaquées « par l'oïdium ». Ayant pris connaissance qu'un arrivage de 40 tonnes de ces substances passe en gare de Verdun-sur-Garonne pour être stocké à la coopérative de Mas-Grenier, Clamens prend l'initiative de faire distribuer cette quantité aux agriculteurs du canton. Si cette affaire a peu de répercussions, la récidive du maire verdunois à 10 jours d'intervalle, sur un autre problème conjoncturel du monde rural, prend une ampleur inégalée¹⁰³. En pleine période des moissons, et ce malgré de nombreuses protestations, les paysans n'ont pas reçu suffisamment de ficelles¹⁰⁴. Alexandre Clamens, connaissant l'existence d'un stock important de pelotes de ficelles-lieuses à la coopérative de Mas-Grenier, prend la tête d'un mouvement de 200 agriculteurs pour s'en emparer. A la suite de cette action que justifie l'urgence de la récolte, le préfet prend une sanction exemplaire contre l'élu municipal en le suspendant de sa fonction de maire. Cette mesure répressive est ressentie comme une attaque personnelle contre le Parti qui met sur pied une campagne de pétitions, de meetings contre l'autorité "omnipotente" du haut fonctionnaire.¹⁰⁵ Le combat de Clamens dépasse les frontières étroites de la commune. Il devient un véritable exemple d'action pour la politique paysanne du Parti et pour bon nombre d'exploitants qui y perçoivent une volonté sans détour des communistes à agir en leur faveur.

Une organisation sous obédience communiste, le Front National

L'activité des communistes se manifeste également dans une organisation créée par le parti communiste sous l'occupation¹⁰⁶. Le Front National qui connaît véritablement son apogée dans le département entre l'automne 1944 et le printemps 1945 cherche à préserver en priorité l'esprit de la Résistance autour de l'idée de l'unité. Si quelques membres du groupement sont socialistes ou

¹⁰³ L'affaire des sulfates produit le 15 juin 1945, suivie par celle des ficelles-lieuses le 25 juin.

¹⁰⁴ ADTG, R.G., 1014W466. Les paysans obtiennent 2 kilogrammes de ficelles-lieuses par hectare d'emblavure.

¹⁰⁵ Marcel THOUREL, *Itinéraire d'un cadre communiste, 1935-1950*, Toulouse, Privat, 1981, p. 81. Il évoque un rassemblement de 2.000 personnes à Verdun-sur-Garonne le 15 juillet où il prit la parole en réclamant la démission de la délégation préfectorale nommée pour l'affaire.

Par ailleurs, le 8 juillet, la C.G.A. avec la C.G.T. organise un meeting sous la halle Prax-Paris à Montauban qui réunit près de 3000 agriculteurs qui « protestent contre la lenteur de la mise en place des distributions » indispensables à l'agriculture et demandent instamment que l'attribution de ficelles-lieuses « soit relevée ». Le président de la C.G.A. de tendance unitaire, Ardouin, dénonce l'incompétence et le sabotage des services agricoles. Cf. Jacques FITAN, « Moissons amères dans les campagnes gersoises la pénurie de ficelle-lieuse au temps des restrictions (1939-1949) », *Société Archéologique et Historique du Gers*, 1997, pp. 361-378.

¹⁰⁶ Stéphane COURTOIS, *Le P.C.F. dans la guerre*, Paris, Ramsay, 1980. Le FN est constitué le 15 mai 1941.

radicaux, les membres du comité directeur sont en majorité communistes¹⁰⁷. Dans un premier temps, le Front National tente de s'ancrer dans le tissu local. Il semble y parvenir d'ailleurs mieux que le M.L.N., dans chaque commune du département un comité du F.N. germe. Son objectif est clair, être l'organisation qui rassemble toutes les tendances de la Résistance pour un front commun aux élections futures. Elle n'en n'est pas moins vecteur de problèmes internes. Le caractère composite du F.N. discrédite parfois son action. Peu sélective et ouverte à tous, l'organisation devient quelquefois une couverture pour des résistants de la dernière heure, voire des hommes politiques cherchant un tremplin à leur carrière brutalement interrompue par la guerre ou par la Libération. L'affaire Alary est à ce titre évocatrice. Conseiller municipal radical-socialiste avant-guerre dans la commune de Castelsarrasin, Adrien Alary reprend l'écharpe de l'édile municipal lorsque Joseph Flamens démissionne le 22 février 1941.¹⁰⁸ Ayant, comme tout fonctionnaire du régime, prêté serment de fidélité au maréchal Pétain, Alary est démis de ses fonctions par la Résistance le 8 septembre 1944. Les faits sont jusque là communs, à une exception près, le maire pendant l'occupation adhère au Front National. De plus, il en devient le président local à la Libération. Soutenu par le parti communiste et le Front National,¹⁰⁹ Alary reste aux commandes du comité castelsarrasinois malgré les multiples brimades, par journaux interposés, des socialistes et du M.L.N. Le journal socialiste, L'Espoir du 11/04/1945, prend à partie le Front National dans son choix, il déclare : « le Patriote journal FN- communiste, en a de bien bonnes. Il nous dit que ceux qui se présenteront contre les listes communes seront assurés de recueillir les voix des ennemis de la République [.] décidément le Front National n'a aucune vergogne. Il persiste à maintenir le pétainisme célèbre Alary à la tête de son mouvement de Castelsarrasin. Maire nommé par Pétain et Laval, faisant édifier un buste à son seigneur Pétain, encourageant la jeunesse dans des discours enflammés à suivre le maréchal dans la voie de la révolution nationale. où va le Front National ? ». Lors des premières élections municipales du 15 avril 1945, candidat sans autre étiquette que celle du Front National, Alary mène une liste d'union républicaine composée de communistes, de radicaux dissidents et d'adhérents du F.N. Opposé

¹⁰⁷ Né le 29/07/1902, Raymond Tournou, artisan tailleur, est connu comme un résistant de l'organisation Combat et adhérent du parti socialiste. Il est membre du comité directeur du Front National et du C.D.L. Le secrétaire est Roger Vié, membre du bureau fédéral du parti communiste.

¹⁰⁸ Adrien Alary est nommé maire par arrêté préfectoral le 4 mars 1941. Il est suivi par trois autres conseillers municipaux non démissionnaires de Beaufort, Bru et Redon.

¹⁰⁹ Entretien du 07/11/1995. Marcel Guiche confirme avoir eu des contacts avec Adrien Alary pendant l'occupation. Celui-ci lui aurait fourni de fausses cartes d'identité faites au commissariat de police et des bons d'alimentation. M. Guiche déclare avoir demandé à des militants du parti communiste de protéger le maire à la Libération. Ce dernier étant membre du Front National. Cette protection lui aurait été accordée afin que des repréailles de certains membres de l'A.S., dirigée par le radical Faustin Béziers, ne lui soient infligées.

à son rival radical-socialiste, Faustin Béziers, Alary l'emporte au second tour et conserve la mairie jusqu'en 1977.¹¹⁰ Si Alary sort vainqueur de ces joutes politiques, le Front National n'en tire pas réellement profit. Discréditant par ses choix ambigus la seule force qu'il détient, celle d'une unité des forces de la Résistance. En préservant Alary, certes le F.N. conquiert une municipalité quoique l'homme est loin d'être un vassal docile, mais plus encore le prix de cette décision détruit le principe de l'unité, seule garante de sa pérennité.

Cet exemple montre que le F.N. est loin d'être un parti à part entière, ses intérêts passant après ceux du parti communiste. Préférant sacrifier une union certes vouée à l'échec au printemps 1945, le Front National n'offre pas réellement d'alternative face au parti politique traditionnel, le croire serait comme le déclare Jean-Marie Guillon « une vision mythifiée de la Résistance ».

Entre rapprochement et rupture, le rapport équivoque des catholiques et des communistes au lendemain de la Libération.

Les rapports entre le clergé catholique et le parti communiste, il est inutile de s'y attarder, ont toujours été conflictuels. Une courte période après la Libération laisse entrevoir un rapprochement. Deux exemples nous le montrent. Le retour de Monseigneur Théas dans son diocèse, le 10 septembre 1944, en constitue le premier élément. L'organisation d'une conférence par le père Rousseau intitulée « le chrétien devant le communisme », le second.

Vingt jours après la Libération, Montauban célèbre triomphalement le retour de captivité de son évêque. Une grande manifestation patriotique sur la place du parvis de la cathédrale est organisée. Deux faits sur ce grand rassemblement sont à mettre en évidence. D'une part, les photographies prises lors de l'allocution de Monseigneur Théas montrent aux côtés des drapeaux français, britanniques et américains, l'oriflamme de l'U.R.S.S. Ce petit indice connote la présence de communistes dans l'assistance, elle est ensuite accentuée par le discours avancé du prélat. Celui-ci entreprend une critique du système capitaliste qu'il qualifie « d'esclavage » et affirme des positions sociales progressistes en décalage avec le discours traditionnel du Clergé catholique¹¹¹. Avec l'organisation d'une conférence contradictoire par le comité chrétien d'action civique tarn-et-

¹¹⁰ En février 1947, au même moment où Marcel Guerret est réhabilité, Adrien Alary adhère au parti socialiste. Parti qui a copieusement calomnié sa "conduite" durant la guerre dans les éditoriaux de l'Espoir.

¹¹¹ Pascal CAÏLA, op. cit., pp. 188-189. Le Bulletin catholique du 14 septembre 1944. L'évêque déclare : « la classe ouvrière en a assez d'être victime d'un régime économique injuste. La classe ouvrière a raison. nous voulons délivrer la classe ouvrière de l'esclavage capitaliste. Telle est la volonté de Dieu et de l'Église ».

garonnais, le 17 octobre 1944, sur les rapports envisageables entre chrétiens et communistes, le père Rousseau souligne les points susceptibles de rapprocher les deux structures. Force est de constater que le clergé montalbanais, dans les premières semaines qui suivent la Libération, opte pour un ton nouveau et en corrélation avec certaines idées du parti communiste. La présence de Monseigneur Théas n'y est pas étrangère, il semble être l'instigateur de ce mouvement d'ouverture. Monseigneur Théas prononce un discours nettement révolutionnaire et engagé devant les ouvriers de l'usine sidérurgique de Castelsarrasin en déclarant : « j'aime les communistes ». Malgré tout, l'évêque, dans ses discours, émet des réserves et se préserve d'un rapprochement trop prononcé avec les communistes.

Des tensions naissent lorsque Pierre-Marie Théas, dès ses premiers discours de la Libération, se fait l'adversaire implacable de l'épuration. Dans son discours du 10/09/1944 à la cathédrale, Monseigneur Théas déclare : « sans doute justice doit être faite, mais seules les juridictions compétentes doivent l'exercer dans une atmosphère de calme, de sécurité, avec une tendance marquée pour l'indulgence. N'imitons pas les procédés de ceux que nous condamnons ». Il fait part de son inquiétude au préfet, par un courrier le 11 octobre 1944. L'évêque s'annonce dès lors à contre-courant d'une opinion et d'un parti communiste qui ne cessent de vilipender la justice pour son manque de fermeté. Monseigneur Théas en faisant lire dans les chaires, le dimanche 15 octobre, sa lettre au préfet accroît la désunion avec les communistes. Sa visite à Verdun-sur-Garonne, où il est reçu par le maire communiste Alexandre Clamens, est également au départ réalisée sous de bons auspices. Le prélat, en accusant nommément l'action épurative de certains maquisards de la commune, à l'encontre de miliciens notoires, sous le titre de « banditisme », rompt clairement l'entente sentimentale que les F.T.P.F. et par incidence les communistes peuvent avoir pour l'homme. Si l'attitude de l'évêque est quelque peu exagérée, par rapport à l'importance réelle des condamnations à la peine capitale, elle l'est moins quant aux comportements macabres de la population qui assiste aux exécutions.¹¹² Ces affirmations de Monseigneur Théas ont un écho sans pareil qui brise l'entente avec les communistes. En outre, un autre point de rupture se fait jour lorsque l'évêque soutient, par une attestation, l'ancien préfet Durocher nommé par Vichy.¹¹³ Alors

¹¹² ADTG, R.G., 1014W463, 14/10/1944 ; signalent « 200 personnes assistant à l'exécution de deux miliciens ». L'évêque dans sa lettre trouve « regrettable que le public, parfois très nombreux, soit admis aux exécutions capitales, il se familiarise ainsi avec l'assassinat, il acquiert le goût du sang. N'est-il pas effrayant ? ».

¹¹³ Monseigneur Théas déclare pour défendre ce dernier « qu'il a eu des difficultés avec la légion française des anciens combattants qui l'accusait de ne pas être assez vichyssois ». L'affirmation du prélat paraît bien insuffisante pour disculper le fonctionnaire. « Ne pas être assez vichyssois » n'exclut pas le

que le Front National et le C.D.L. invitent par différentes missives le préfet à poursuivre ce dernier pour qu'il soit radié définitivement, voire frappé d'une mesure d'internement.

Le prélat montre durant cette fin d'année 1944 les limites du rapprochement entre les deux tendances. Les noces entre les communistes et l'évêque sont rapidement consommées, l'offensive engagée par Monseigneur Théas est contrebalancée par la décision du C.L.L. de Montauban, dont l'influence communiste est plus que certaine, de supprimer les subventions aux écoles diocésaines.¹¹⁴ Le combat est véritablement engagé et Théas y met un terme par une déclaration qui annonce que nul accord n'est envisageable.

Une organisation à son apogée, le parti communiste. Premier parti de France ?

Si en 1939, l'effectif de la fédération décroît de moitié par rapport à 1937, en 1947 elle est à son apogée. Regroupant 2.743 adhérents, le parti communiste a multiplié son effectif par 11 par rapport à 1939.

Les chiffres durant l'occupation ne sont pas connus, mais dès septembre 1944 le Parti compte près de 800 adhérents, ce qui n'avait jamais été atteint auparavant. Sa progression dès lors est spectaculaire, trois mois plus tard elle s'accroît de 55 Le prestige moral du Parti à la sortie du conflit est propice à cette vague massive d'adhésions. Ils sont en décembre 1945 près de 2.600 à avoir franchi le pas.

Jamais dans toute son histoire, la fédération communiste n'a été aussi puissante que durant ces années d'après guerre. La conjoncture au plan national est favorable, utilisant le prestige qui découle de l'action dans la Résistance, les communistes se présentent comme le parti de la « Résistance française ». Cette référence est un véritable catalyseur de la dynamique du Parti. Elle n'explique pas intégralement la victoire électorale de Pierre Juge aux élections législatives d'octobre 1945. Fort de plus de deux milliers de militants, le secrétaire fédéral bénéficie d'un atout que nul candidat de la fédération n'a eu l'occasion d'effleurer. Outre ce puissant noyau, le parlementaire profite des rivalités de la

fait qu'il ait pu agir en faveur du régime. D'après les sources que nous avons pu consulter, notamment les rapports du préfet Durocher, ce dernier exposant les problèmes que lui pose la Légion montre au contraire les difficultés que lui crée le président de cette association. Il le déclare trop imbu de sa personne et trop autoritaire. Albert Durocher le rend responsable de la déliquescence des effectifs de l'organisation vichyssoise. Il ne faut pas non plus omettre, a contrario, de ce que déclare Mgr Théas dans son attestation pour Durocher, que ce préfet est à l'origine des arrestations et du démantèlement des organisations communistes espagnoles à Montauban et au camp de Judes en juillet 1941.

¹¹⁴ ADTG, R.G., 1014W463, 02/12/1944.

droite. Effectivement, deux listes cherchent à regrouper autour de leur candidature l'électorat conservateur et catholique.¹¹⁵ Les premières élections législatives sont donc positives pour la fédération. Affirment-elles pour autant une progression autre que conjoncturelle du Parti dans le département ? Pour comparaison, aux élections législatives de 1936 il apparaît qu'une partie de l'électorat départemental, votant traditionnellement pour les candidats radicaux, reporte ses suffrages sur les candidats socialistes et plus modestement à l'extrême gauche. Le parti radical-socialiste n'obtient qu'un élu sur les deux obtenus en 1936, il s'agit de son nouveau leader Jean Baylet. Le parti communiste récupère ainsi un des sièges que détenaient les radicaux. Ces derniers souffrent d'un certain discrédit suite au vote des parlementaires accordant les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Ainsi, les élus d'avant guerre sont écartés. Jean Baylet, détenu et déporté par les nazis, peut, malgré des attaques persistantes des communistes à propos de ses anciennes responsabilités au sein du quotidien régional radical la Dépêche de Toulouse, convaincre un électorat qui ne bascule que peu vers la gauche marxiste. Deux rendez-vous électoraux nous le confirment. Les élections cantonales qui ont lieu au même moment, sont un reflet peu dissonant de celles de 1937. Le parti radical-socialiste, à l'inverse des élections législatives, conserve la direction du conseil général comme un véritable fief. Sur les 23 cantons, 15 sont acquis par les radicaux-socialistes soit 65 de l'Assemblée départementale en octobre 1946. Le parti radical-socialiste se montre comme le parti le mieux implanté dans le département.

Face à la fidélité sans faille des électeurs aux candidats radicaux, le parti communiste n'obtient qu'un mandat. Implantation qui se révèle fragile et incertaine.¹¹⁶ Par ailleurs, le scrutin du 2 juin 1946 corrobore l'échec des cantonales. Pierre Juge, député sortant, se représente et perd son siège au profit du candidat M.R.P., Lacaze. Soutenu par Monseigneur Théas, il bénéficie également du retrait quelque peu négocié du candidat du P.R.L. qui lui barrait la route du succès. Le candidat du P.R.L. semble avoir obtenu, en contrepartie du

¹¹⁵ Si le M.R.P., soutenu par le clergé catholique, a un espoir de victoire, la présence d'un candidat du P.R.L. lui enlève cette option et permet à Pierre Juge d'obtenir le troisième siège de parlementaire du Tarn-et-Garonne.

¹¹⁶ Il s'agit d'Alexandre Clamens, maire communiste de Verdun-sur-Garonne. Ce dernier, en désaccord avec la politique du Parti qui freine les revendications économiques des travailleurs, démissionne par une lettre du 07/07/1946 adressée au bureau fédéral, de ses deux mandats. En 1947, il donne sa démission du parti communiste. Pour l'anecdote, on retiendra que lors d'une réunion contradictoire de la section du P.C.F. de Verdun-sur-Garonne le 26/03/1952, Alexandre Clamens est gratifié de l'épithète de « traître au parti communiste et à la classe ouvrière ». Le secrétaire fédéral le qualifiant de « valet servile de M. Baylet passé désormais dans le camp de la guerre et jouant la comédie Krauchenko ». Quelques jours auparavant, Alexandre Clamens avait porté plainte pour une affiche injurieuse le comparant à « un politicien titiste et doriote ».

retrait de sa candidature, une victoire électorale assurée sur l'un des mandats du Maroc. Le rapport du préfet en date du 10 juin 1946 souligne : « *le succès du M.R.P. s'explique [...] par le blocage de la liste catholique, de toutes les voix conservatrices [...]. Le Clergé qui sous les ordres de Monseigneur Théas, n'a pas hésité à prêcher le vote en faveur du seul candidat défenseur des intérêts de l'Église* ». ¹¹⁷ De plus, si la double défaite de juin au référendum et aux législatives est rapidement gommée par la récupération du mandat de Pierre Juge le 21 octobre 1946, elle démontre que la fédération a une implantation départementale peu profonde et liée au contexte national. Bénéficiant de la reprise en main de l'U.D.-C.G.T., le Parti a une position de force dans le monde du travail, mais son ancrage politique est peu convaincant. ¹¹⁸ La victoire du secrétaire fédéral en automne 1946, quatre mois après son échec, ne peut être attribuée qu'au double corollaire d'une propagande intensive et pragmatique et de l'adaptation des mots d'ordre à la clientèle électorale : c'est à dire à une ligne politique édulcorée de ses appels révolutionnaires. Il n'est pas plus question de la collectivisation des terres que de leur partage dans les discours des militants et les professions de foi du Parti. On préfère rappeler qui sont les ennemis irréductibles sous le leitmotiv des « petits » contre les « gros ». Ce pragmatisme politique des communistes, rarement mis en valeur, n'est d'ailleurs pas neuf dans le département et dans toutes les zones rurales du Sud-Ouest. ¹¹⁹

A l'occasion de l'explosion des réunions publiques à l'approche des élections se succèdent de brillants meetings où sont conviés des hôtes prestigieux qui n'ont de cesse de défendre les mots d'ordre du parti communiste. Ainsi, l'inflation des effectifs est proportionnelle à la puissance de la propagande développée par la fédération.

L'exemple en est donné lors de la candidature de Pierre Juge à la députation, en octobre 1945. La fédération dès le mois d'août organise des rencontres avec les militants et les électeurs potentiels. Pas moins de 22 réunions publiques et de cellules sont organisées alors que conjointement un grand meeting sous la présidence de Waldeck-Rochet rassemble plus de 2.500 personnes. ¹²⁰ Dans les 7 semaines qui précèdent le suffrage, 86 réunions sont réalisées dans tout le département, soit en 11 semaines, 108 rassemblements pré-électoraux. Cette

¹¹⁷ 117. ADTG, R.G., 1014W331

¹¹⁸ Il cherche également à créer une confédération générale du commerce et de l'artisanat sous l'initiative de Roger Vié, secrétaire départemental du F.N.

¹¹⁹ Cf. Max LAGARRIGUE, *Le P.C.F. delà France rurale des années 30 à la Guerre froide (1930-1961)* : l'exemple du Sud-Ouest, mémoire de D.E.A., U.T.M., 1997, 2 volumes. Également notre article intitulé : « La Confédération Générale des Paysans Travailleurs (C.G.P.T.).

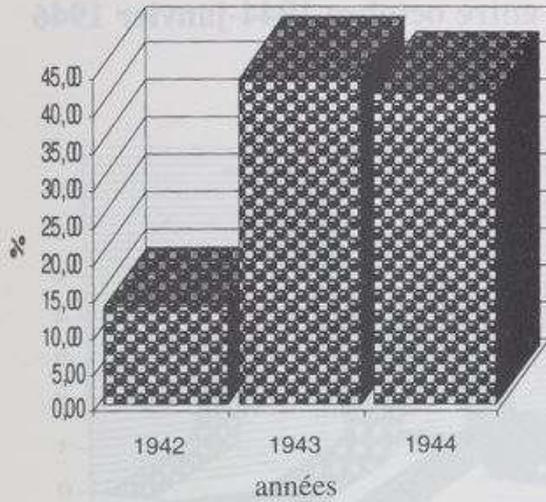
¹²⁰ ADTG, R.G., 1014W466, 16/08/1945.

propagande massive pour le département est à chaque fois reconduite, avec un record pour l'élection du 2 juin 1946 où le préfet enregistre « 150 réunions publiques ». ¹²¹ Peu de communes n'ont pas accueilli un orateur du parti communiste durant cette période. Ce prosélytisme de masse semble avoir effrayé une partie de l'électorat rural, ce qui pourrait expliquer l'échec de la réélection de Pierre Juge. Cependant, le gain de 2.000 voix supplémentaires par rapport aux élections législatives d'octobre 1945 indique que les électeurs du dernier scrutin sont restés fidèles au candidat du Parti. Les appels de Monseigneur Théas en faveur du candidat du M.R.P. sont un élément plus pertinent pour expliquer cet échec. Les masses catholiques du nord et de l'est du département se sont déplacées plus nombreuses et leurs votes ne se sont pas éparpillés. Les querelles entre communistes et catholiques au cours de l'automne et de l'hiver 1944, perdurent jusqu'au printemps 1946. ¹²² Ils sont à l'origine de cette lutte, il est clair, aux yeux des électeurs, que le troisième mandat de député se joue entre ces deux parties. Si cette communication de masse affirme une puissante activité de la fédération, elle ne signifie en rien une hégémonie politique sur le département. Elle attise plutôt l'angoisse de la population catholique et conservatrice, faisant renaître un anticommunisme resté latent après la défaite des partisans de la Révolution nationale.

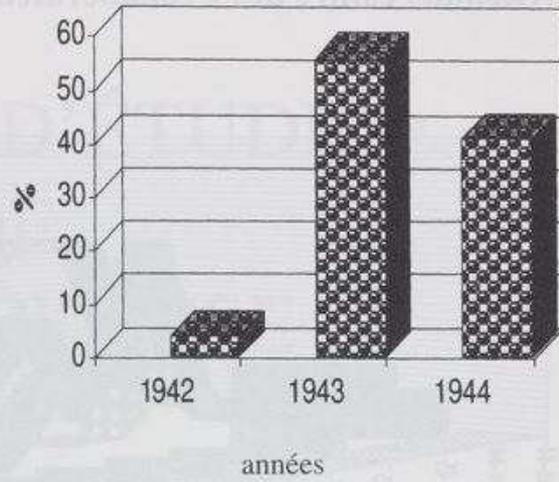
¹²¹ ADTG, R.G., 1014W331, 16/06/1946.

¹²² ADTG, R.G., 1014W331, 05/04/1946. Lors de la visite à Montauban, le 31 mars 1946, du cardinal archevêque de Toulouse, Monseigneur Saliège. les conseillers municipaux communistes créent un véritable « incident politique ». Selon les propos tenus par le préfet, ils refusent de participer à la manifestation et à la réception organisée pour l'accueil du prélat. Les élus communistes déclarent que les propos tenus par Monseigneur Saliège dans l'éditorial catholique la Croix sont une « attaque au régime démocratique ». Le prélat affirme que : « le nazisme s'appelle maintenant démocratie, mêmes procédés, mêmes injustices, mêmes cruautés, mêmes mensonges, mêmes mépris de l'homme ».

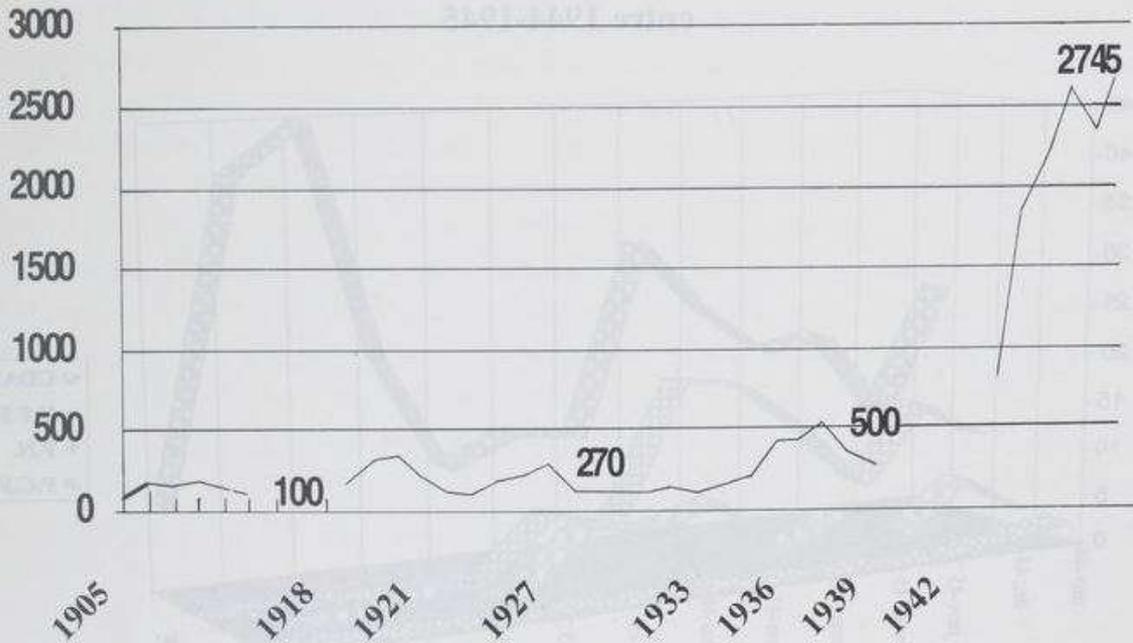
Graphique I
% des tracts diffusés par an



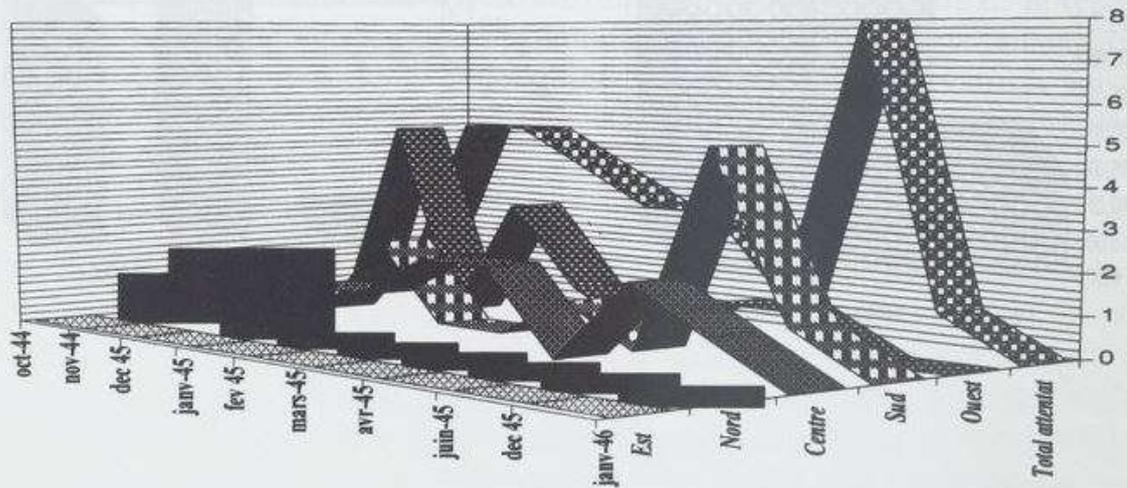
Graphique II
% des tracts communistes



Graphique III
Graphique des effectifs communistes de 1905 à 1947



Graphique IV
Attentats contre des « collaborateurs » entre octobre 1944-janvier 1946



Graphique V
Nombre de réunions organisées par les organisations communistes entre 1944-1945

